



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- Le Havre - « Intérêt public majeur » - la justice tranche en faveur du projet contesté « La chatière » – Le courrier cauchois
- Le Havre. Accès fluvial à Port 2000 - la justice valide l'autorisation environnementale pour la chatière – Tendances Ouest
- Recrutement des cadres - la Normandie entre reprise et incertitudes - La Gazette France
- Florian Leclercq prend la tête de la CERC Normandie - La Gazette France
- Les artisans d'art normands sont des Cœurs à l'ouvrage - La Gazette France
- Caudebec-en-Caux. Pourquoi la grève se poursuit-elle chez Révima ? – Le courrier cauchois

Sécurité

- Près du Havre, un motard est mort dans un accident de la route - Paris Normandie
- Près de Buchy, une ado de 16 ans meurt dans une collision entre un bus et une voiture - Paris Normandie
- À Rouen, un homme hospitalisé après une agression au couteau par un duo - Paris Normandie
- Une personne victime d'une quinzaine de coups de couteau à Rouen, une enquête ouverte – France 3
- Accident spectaculaire au Havre - un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare - Paris Normandie
- Cambriolage, violence, sécurité routière, alcool... ces gendarmes de Seine-Maritime ont dressé le bilan de 2025 - Le réveil de Neufchâtel
- Étretat. L'affluence dans la station sous contrôle – Le courrier cauchois

Narcotrafic

- Narcotrafic - au Havre, la riposte des services de l'État – ICI
- Le Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France, selon le procureur de la République de Lille, et la JIRS – ICI

Social et société

- Carburants : « On travaille à perte depuis deux bonnes semaines » les pêcheurs du Havre en grève ce mardi – ICI

- « On en a marre ! » - les pêcheurs du Havre expliquent pourquoi ils sont en grève illimitée – 76 actu
- Au Havre, les marins pêcheurs mettent la pression et seront reçus par Édouard Philippe - Paris Normandie
- « J'ai fait 4 stations Total, il n'y a plus rien » - quand choisir le carburant le moins cher n'est plus une option – ICI

Éducation

- Fermeture de classe à Lillebonne - parents et syndicats maintiennent la pression devant l'inspection - Paris Normandie
- « Pourtant, c'est une grosse école » Au Tréport, parents et élus mobilisés pour sauver une classe - Paris Normandie
- À Gainneville, près du Havre - les parents mobilisés contre la menace de fermeture d'une classe - Paris Normandie
- Évaluation des lycées 2026 - qui sont les meilleurs et les moins bons dans la métropole de Rouen ? - Paris Normandie
- Palmarès des collèges 2026 - comment se situent les six collèges de l'agglomération d'Elbeuf ? – Le journal d'Elbeuf
- « On touche à une cause qu'il faut défendre » - nouvelle mobilisation des parents d'élèves de Berville-sur-Seine – ICI
- Projet de fermeture de classe près de Dieppe - une journée « école morte » dans cette école – 76 actu
- Notre-Dame-de-Gravenchon. « Nos enfants ne sont pas des chiffres » _ l'opération école morte très suivie contre la fermeture d'une classe. – Le courrier cauchois

Travaux et aménagements

- « On tient les délais » - à Rouen, le raccordement Pont Flaubert - Sud III se termine après 6 ans de chantier – 76 actu
- À Isneauville, près de Rouen, le projet de pont sur la RN 28 passe par des restrictions de circulation - Paris Normandie
- L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation - Paris Normandie
- À Honfleur, « l'option de la déconstruction a été écartée » - les bâtiments menacés d'effondrement seront sécurisés de l'intérieur – France 3
- Honfleur - menacés de démolition, ces immeubles seront finalement consolidés - Paris Normandie

Accessibilité

- À Rouen, une athlète paralympique dénonce l'accès aux transports - « Je paie pour un service que je n'ai pas » - 76 actu

Santé

- « C'est une catastrophe » - le désarroi de milliers de patients à Rouen après la fermeture du centre Mediksanté - ICI

Éolien

- Parc éolien Dieppe-Le Tréport - un chantier qui avance, mais des indemnisations sous tension - Paris Normandie

Chasse

- Seine-Maritime - la fédération des chasseurs franchit le cap des 11 500 membres - Paris Normandie

Politique

- « Le parti ne veut pas de moi » - à Dieppe, le RN Alexis Perrier passe chez LR... et règle ses comptes - Paris Normandie

Nécrologie

- Jean Caillet est décédé, à 102 ans - Dieppe perd un héros très discret - Paris Normandie
- Le résistant Jean Caillet est mort à l'âge de 102 ans à Dieppe – 76 actu

Le Havre. "Intérêt public majeur" : la justice tranche en faveur du projet contesté "La chatière"

Cédric Thomire

~3 minutes

Le tribunal administratif de Rouen a rendu, mardi 7 avril 2026, une décision majeure en validant l'autorisation environnementale du projet de "La chatière", au Havre. Une décision attendue, qui confirme la poursuite de ce chantier structurant pour le développement du transport fluvial.

"La chatière" consiste en la création d'une digue de 1 800 mètres et d'un chenal permettant un accès direct entre la Seine et Port 2000. Objectif affiché : renforcer le transport par voie d'eau et réduire la part du routier, avec une progression espérée de 9% à 12% du fret fluvial.

- **A lire aussi.** [La future digue de la chatière sur le port commence à être construite](#)

Des oppositions pour l'environnement

Mais le projet ne fait pas l'unanimité. Le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie, ainsi que plusieurs associations de protection de l'environnement, avaient saisi la justice. En cause : les impacts redoutés sur le milieu marin et les espèces protégées.

Mais le tribunal n'a pas suivi ces arguments. Il estime que la procédure est régulière et qu'il a *"constaté que l'autorité environnementale avait pu émettre son avis de façon éclairée et que l'étude d'impact était suffisante"*.

Une "raison impérative d'intérêt public majeur"

Dans sa décision, le tribunal souligne également que le projet répond à une *"raison impérative d'intérêt public majeur"*. Il s'inscrit dans une stratégie de report modal, visant à limiter le transport routier et ses émissions de CO₂. *"Selon l'étude d'impact du projet, une barge fluviale permet d'éviter jusqu'à 250 camions sur les routes. Le projet devrait également permettre d'éviter environ 550 000 tonnes équivalent CO₂ d'ici 2056"*, cite le tribunal.

Les juges reconnaissent que des atteintes à certaines espèces protégées sont inévitables. Elles sont toutefois jugées acceptables au regard de l'intérêt général et des mesures de compensation prévues, notamment pour préserver les populations d'aloses. *"Cette raison impérative d'intérêt public majeur est de nature à justifier des atteintes à des espèces protégées, aucune des solutions alternatives envisagées - amélioration des routes existantes, extension du terminal multimodal, réalisation d'un passage avec ou sans écluse - n'étant satisfaisante"*, déclare le tribunal.

Le Havre. Accès fluvial à Port 2000 : la justice valide l'autorisation environnementale pour la chatière

Célia Caradec

2-3 minutes

[C'est un nouvel épisode judiciaire au sujet de la chatière](#), chenal de navigation entre le port historique du Havre et Port 2000, [dont les travaux préparatoires ont débuté fin 2023](#). Dans une décision rendue publique mardi 7 avril, le tribunal administratif de Rouen annonce qu'il valide l'autorisation environnementale pour les travaux de cet ouvrage.

- **A lire aussi.** [Le Havre. Coup d'envoi des travaux de la chatière sur le port : à quoi va-t-elle servir ?](#)

Le comité régional des pêches de Normandie et plusieurs associations environnementales, qui redoutent l'impact de ce projet sur le milieu marin, avaient saisi le tribunal pour faire annuler l'arrêté d'autorisation environnementale délivré par le préfet de Seine-Maritime, le 19 juin 2023. Après une audience, qui s'est tenue jeudi 5 mars 2026, ce recours est rejeté par la justice, pour plusieurs raisons.

"Intérêt public majeur"

Le tribunal estime qu'il n'est *"pas établi que la procédure ayant précédé l'adoption de cet arrêté était irrégulière"*, expliquant notamment que *"l'étude d'impact était suffisante"* et que l'autorité environnementale a *"pu émettre son avis de façon éclairée"*. Il considère également qu'il *"n'est pas démontré que prises globalement, les mesures projetées d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables du projet sur l'environnement seraient inappropriées ou insuffisantes."* Enfin, il souligne

que le projet répond "*à une raison impérative d'intérêt public majeur*", soulignant que l'utilisation d'une barge fluviale permet d'éviter jusqu'à 250 camions sur les routes et donc de réduire les émissions de CO₂.

La chatière est une digue de 1,8km de long, qui va permettre de créer un chenal d'accès qui permettra aux barges naviguant sur la Seine d'accéder directement à Port 2000, où accostent les plus gros porte-conteneurs.

Recrutement des cadres : la Normandie entre reprise et incertitudes

Chloé Guerout

3-4 minutes

Dossier

L'Association pour l'emploi des cadres (Apec) a présenté une étude sur les prévisions de recrutement des cadres en Normandie en 2026 qui annonce une légère reprise, après un recul marqué en 2025.



© Adobe Stock

Publié le 8 avril 2026 - Mis à jour le 8 avril 2026

Selon les prévisions de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec), 6 140 recrutements sont attendus en 2026 en Normandie. Une hausse, bien loin du pic observé en 2023 (7 580 recrutements), mais qui suit une année 2025 marquée par un net ralentissement.

« En 2025, le marché de l'emploi cadre en Normandie a poursuivi sa contraction amorcée l'année précédente. Les entreprises régionales ont recruté 6 070 cadres l'an dernier, soit une baisse de 7% par rapport à 2024. Ce recul est nettement plus marqué qu'au niveau national, où les embauches cadres ont diminué de 3%. Il est notamment lié, dans la région, à des activités industrielles toujours en difficulté », décrypte Marc Lesueur, délégué régional de l'Apec Normandie.

Les créations nettes de postes cadres ont également reculé, passant de 2 510 en 2024 à 1 590 en 2025.

« Pour 2026, la tendance devrait s'inverser : un léger regain est attendu, avec une progression du volume de recrutement de cadres (+1%), qui resterait toutefois éloignée du niveau record observé en 2023. Ces prévisions restent soumises à de forts aléas liés au conflit au Moyen-Orient, susceptible d'entraîner une crise énergétique d'ampleur », nuance-t-il.

L'industrie, pilier des recrutements

En 2026, près de 29% des recrutements de cadres devraient concerner l'industrie, confirmant son rôle structurant en Normandie.

Parmi les profils les plus recherchés figurent les métiers de l'audit, de la comptabilité, du management commercial ou encore de l'ingénierie d'affaires.

La Normandie compte environ 101 360 cadres, soit 3% des effectifs nationaux, selon l'Apec. Le profil régional se distingue par un âge médian plus élevé (43 ans) et une majorité d'hommes (64%).

Le tissu économique repose largement sur les petites structures : 51% des cadres travaillent dans des très petites entreprises (TPE) ou des petites et moyennes entreprises (PME). Par ailleurs, seuls 31% des établissements emploient au moins un cadre, un niveau inférieur à la moyenne nationale.

Florian Leclercq prend la tête de la CERC Normandie

Chloé Guerout

2-3 minutes

En bref

La Cellule économique régionale de la construction de Normandie a renouvelé sa présidence en nommant Florian Leclercq pour deux ans.



© CERC Normandie

Publié le 8 avril 2026 - Mis à jour le 8 avril 2026

Le 1er avril, Florian Leclercq, président de la Capeb Normandie, a été nommé président de la Cellule économique régionale de la construction de Normandie (CERC Normandie). Il succède à Benoit Loret, désormais vice-président.

Instance régionale de concertation et de prospective, la CERC Normandie rassemble l'État, la Région et les organisations professionnelles de la construction (CAPEB, FFB, FRTP, UNICEM). Florian Leclercq a souligné l'importance de l'association face aux enjeux socio-économiques et géopolitiques actuels.

La filière doit anticiper les besoins liés aux investissements industriels dans le nucléaire, l'énergie et l'armement, incluant logements, aménagements et rénovations. La CERC Normandie fournira outils et données pour soutenir la planification et la coordination des acteurs.

Pascal Strullu (FRTP Normandie) devient trésorier et Geoffroy Colin (UNICEM Normandie) secrétaire général, tous deux jusqu'en 2028.

Les artisans d'art normands sont des Cœurs à l'ouvrage

Aletheia Press

5-6 minutes

Dossier

Le programme normand des Journées européennes des métiers d'art (JEMA) 2026 a été dévoilé le 31 mars, à l'occasion d'une conférence de presse donnée aux Violons du Robec, atelier de lutherie à Rouen.



Manon Bard, dans son atelier des Violons du Robec à Rouen, entourée de Christophe Doré (à g.), Sophie Gaugain et Guillaume Dartois, à l'occasion de la présentation des JEMA 2026. © Aletheia Press / B.Delabre

Publié le 7 avril 2026 - Mis à jour le 8 avril 2026

Elles sont tellement inscrites dans le calendrier annuel qu'on en oublierait

presque qu'elles n'ont que 20 ans. Les Journées européennes des métiers d'art (JEMA) reviennent cette année encore du 7 au 12 avril. Partout en France, les ateliers des détenteurs des savoir-faire les plus ancestraux et des maîtres de la matière ouvriront leurs portes au public.

En Normandie, ce sont plus de 300 professionnels qui sont mobilisés autour de 80 événements. *«Cela témoigne d'un écosystème vivant, inventif et profondément ancré dans le territoire»*, a insisté Christophe Doré, président de la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) Normandie, le 31 mars à l'occasion de la présentation de ces journées à Rouen. *«À travers les démonstrations, les expositions et les rencontres, chacun peut découvrir la richesse d'un patrimoine vivant, fait d'exigence, de passion et d'histoires humaines»*.

Comme tous les ans, ces JEMA 2026 sont portées en collaboration étroite avec la Région Normandie. *«C'est une action qui perdure dans le temps et c'est tant mieux. Car au-delà du travail de transmission, il ne faut pas oublier aussi qu'il y a un enjeu économique important derrière ces métiers»*, a insisté Sophie Gaugain, vice-présidente de la Région. C'est aussi ce qui encourage la collectivité à renouveler en juin prochain son contrat de filière avec l'ARSEN (Association régionale des excellences normandes) en soutien notamment à la labellisation EPV - Entreprise du patrimoine vivant.

Montrer son savoir-faire

Parmi les artisans mobilisés cette année figure Manon Bard, gérante de l'atelier de lutherie Les Violons du Robec, à Rouen. La jeune femme est installée depuis un peu plus d'un an, et avait, dès le départ, l'envie d'en ouvrir les portes au plus grand nombre. *«Je suis souvent sollicitée pour des visites. Mais ce n'est pas facile, car je suis bien occupée. Je me suis dit que les JEMA étaient la bonne occasion»*, raconte la jeune femme.

Deux jours durant, elle accueillera les visiteurs par groupe de 10 personnes maximum, pour une visite d'une heure. Le tour du propriétaire sera rapidement fait, car l'atelier qui respire l'amour du travail du bois et de la musique n'est pas bien grand. Mais celle qui a reçu il y a peu le titre de

Maître Artisan, compte surtout présenter son métier. *«Je vais parler des instruments, des différentes parties qui les composent, et bien sûr de leur fabrication... Et je montrerai la manière dont je prends soin d'eux».*

Une dynamique collective

De quoi répondre pleinement au thème annuel de ces 20ème JEMA : Coeurs à l'ouvrage. Coeurs au pluriel, car la volonté des organisateurs est aussi de démontrer la part collective qui se cache souvent derrière la solitude affichée de l'artisan.

Ainsi derrière Manon Bard, il y a le cédant, Jean-Marc Sahran, qui n'est jamais bien loin en cas de problème, et la CMA 76 aussi. *«Nous les appuyons dans leurs projets, comme pour Manon (Bard, ndlr) que nous avons accompagnée lors de la reprise de cet atelier»*, a souligné Guillaume Dartois, président de la Chambre de Seine-Maritime. Une dynamique collective, donc, dont les visiteurs des JEMA pourront voir l'aboutissement à travers la transformation de la matière, en objets d'exception.

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

Caudebec-en-Caux. Pourquoi la grève se poursuit-elle chez Révima ?

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Depuis mardi 24 mars, [une grève](#) est en cours chez Révima. Les grévistes organisent des débrayages d'une heure, deux fois dans la journée, répartis selon les services. Le week-end, les arrêts sont exécutés par tranches de deux heures, samedi comme dimanche. Deux organisations syndicales portent le mouvement, la CGT et FO. Le désaccord avec la direction concerne les négociations annuelles obligatoires (NAO).

"Les grévistes estiment que la direction leur manque de respect en refusant tout dialogue"

"La grève dépasse désormais les NAO. Les grévistes estiment que la direction leur manque de respect en refusant tout dialogue", remarque Mohamed El Ghazouani, délégué syndical CGT. De son côté, le groupe Révima indique que les négociations sont terminées depuis la semaine dernière.

L'entreprise ne souhaite pas retourner en pourparlers et rejette la responsabilité sur la position des organisations syndicales. Pour rappel, la direction a proposé pour les non-cadres *"une hausse de 2,32% du salaire dont 0,9% d'augmentation générale (soit l'inflation 2025, N.D.L.R.) et 0,6% d'augmentation individuelle"*. A quoi elle ajoute 0,72% d'ancienneté et 0,1% de budget spécifique. Elle évoque un accord d'intéressement et de participation *"à hauteur de 20% du profit redistribué au personnel : cette année chaque salarié recevra environ 9 200€ brut"*.

Elle assure être prête *"à reconduire la même enveloppe totale en 2026, sous réserve d'une performance équivalente"*.

"Tout le monde est perdant"

Des chiffres que les représentants syndicaux contestent. Mohamed El Ghazouani insiste : *"Le blocage actuel ne peut pas être imputé aux salariés."* Comme ils l'ont écrit au P.-D.G. Olivier Legrand, vendredi 3 avril : *"Ce n'est que par la fermeté unilatérale de la direction que les échanges ont été stoppés, alors même que les représentants du personnel étaient disposés à poursuivre les négociations pour rechercher un accord acceptable."* Le délégué CGT ajoute : *"Nous sommes prêts à accepter 50 euros brut d'augmentation générale (AG) indexés à une prime conventionnelle de 0,9%, c'est-à-dire le taux d'inflation."* Il se dit ouvert à une reprise immédiate du dialogue, pour autant qu'il soit sincère et basé sur des mesures réellement adaptées. *"Pour le moment, tout le monde est perdant."* Néanmoins, le cégétiste remarque : *"Le mouvement peut durer un mois si rien ne bouge. Les gens sont motivés."* Il a l'impression que la tension avec la direction dépasse largement le cadre habituel d'une grève. L'éventuelle vente du groupe Révima plomberait les échanges. *"Pour beaucoup d'entre nous, cela ressemble fortement aux actions mises en place avant une revente de site, un recentrage stratégique ou une restructuration"*, conclut Mohamed El Ghazouani.

Près du Havre, un motard est mort dans un accident de la route

Nicolas Le Jean

3-4 minutes

Dramatique accident de la route à Saint-Martin-du-Bec, à 20 km au nord du Havre, mardi 7 avril 2026 après-midi. Un motard est mort.



Par [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 21h30 Temps de lecture: 1 min

Un dramatique accident de la route s'est noué à [Saint-Martin-du-Bec](#), à 20 km au nord du Havre, mardi 7 avril 2026 vers 17 h. Un motard est décédé. L'accident s'est produit à l'intersection de la route de Croismare et de la route de La Côte Vallée.

Le motard a été déclaré décédé sur place par les médecins urgentistes du SMUR, précise le Centre opérationnel d'incendie et de secours (Codis) de la Seine-Maritime.





Un dramatique accident de la route a causé la mort d'un motard à Saint-Martin-du-Bec près du Havre, mardi 7 avril 2026. - Photo Infos Trafic Le Havre

Quelles circonstances ?

À l'heure où nous écrivions ces lignes, les secours n'étaient pas en mesure de nous procurer davantage d'informations, notamment sur l'âge de la victime.

Pour autant, on a pu apprendre que le motard a probablement été victime d'une sortie de route sans qu'aucun véhicule ne soit impliqué.

Lire aussi

[Cet ingénieur du Havre dynamise le quartier de Bléville en le transformant avec des graffs](#)

[Accident spectaculaire au Havre : un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare](#)

[Au départ de Deauville : Marrakech confirmé, nos bons plans à ne pas](#)

Près de Buchy, une ado de 16 ans meurt dans une collision entre un bus et une voiture

Sylvain Auffret

2-3 minutes

Une collision entre un bus scolaire vide et une voiture a fait une morte et un blessé lundi après-midi 7 avril 2026 à Bois-Guilbert, au sud-est de Buchy.



Par *[Sylvain Auffret](#)*

Publié: 7 Avril 2026 à 19h37 Temps de lecture: 1 min

Un accident impliquant un car scolaire vide de passagers et une voiture a fait une morte et un blessé lundi après-midi 7 avril à [Bois-Guilbert](#).

La passagère du véhicule décédée

Les faits se sont déroulés route de la chapelle (D38) un peu avant 17h20. Le bilan fait état du décès d'une adolescente de 16 ans, passagère de la voiture, et d'un homme de 56 ans, conducteur, en urgence relative évacué vers un centre hospitalier.

Deux personnes en état de choc

Le conducteur du bus, âgé de 50 ans, et une accompagnatrice, âgée de 36 ans, ont été transportés à l'hôpital en état de choc. Quatre témoins,

vus par les secours, n'ont pas nécessité de transport. À 19h30, la D38 était toujours fermée à la circulation.

Lire aussi



[Accident spectaculaire au Havre : un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare](#)



[Accident au Havre : relaxé au pénal, mais responsable des lourdes séquelles d'un adolescent](#)



À Rouen, un homme hospitalisé après une agression au couteau par un duo

Sylvain Auffret

~3 minutes

Un homme a été hospitalisé dans la soirée du lundi 6 avril 2026 à Rouen après avoir été agressé et blessé à coups de couteau par deux autres personnes qui ont voulu l'enlever.



Par *[Sylvain Auffret](#)*

Publié: 7 Avril 2026 à 15h45 Temps de lecture: 1 min

Un peu après 23 h, lundi 6 avril 2026, un homme a été agressé et blessé à coups de couteau à [Rouen](#), a indiqué la Direction interdépartementale de la police nationale de Seine-Maritime, confirmant une [information du quotidien Ouest France](#).

L'un le saisit au cou, l'autre aux jambes

Les faits sont survenus à l'angle de la rue Gessard et de l'avenue de la Libération. Selon le quotidien, l'un des agresseurs a saisi la victime au cou, pendant que l'autre lui attrapait les jambes et la faisait chuter au sol. « On va te niquer », lui aurait dit les deux agresseurs selon une source proche du dossier.

Une quinzaine de plaies

Les deux agresseurs ont également essayé de lui mettre une cagoule et de le charger dans une voiture, selon cette même source. La victime a été blessée aux bras et aux jambes par des coups de couteau « à une quinzaine de reprises », a indiqué le parquet de Rouen qui précise que « c'est l'intervention d'un automobiliste qui a fait fuir les agresseurs ». La victime, âgée de 23 ans, a été transportée au CHU. L'enquête a été confiée à la Direction de la criminalité territoriale.

Lire aussi



[Accident spectaculaire au Havre : un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare](#)



[Accident au Havre : relaxé au pénal, mais responsable des lourdes séquelles d'un adolescent](#)

Une personne victime d'une quinzaine de coups de couteau à Rouen, une enquête ouverte

Arthur Deshayes

~2 minutes

Une personne a été agressée par deux individus le lundi 6 avril au soir, recevant une quinzaine de coups de couteau. Son pronostic vital n'est pas engagé.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

L'agression a eu lieu vers 23h15 le lundi 6 avril 2026 à Rouen (Seine-Maritime). Deux individus ont violemment agressé une personne en lui assénant de multiples coups de couteau.

Une quinzaine de coups ont été portés, selon le procureur de Rouen. Le commissariat de police de la ville précise que l'agression a été stoppée suite à l'intervention d'un automobiliste. Ce dernier a klaxonné à plusieurs reprises, un réflexe qui a permis de faire fuir les deux individus.

Le parquet nous informe qu'une enquête a été ouverte. Elle a été confiée aux soins de la Division de la criminalité territoriale. Le procureur de la République indique par ailleurs que le pronostic vital de la victime n'est

pas engagé.

Accident spectaculaire au Havre : un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare

Nicolas Le Jean

4-5 minutes

Un accident spectaculaire s'est produit près de la gare SNCF du Havre, mardi 7 avril 2026 en début de soirée. Une voiture a violemment percuté un mur. Sa conductrice a avancé une explication au « Havre Paris Normandie ».



Selon la jeune femme conductrice, les freins du véhicule ne répondaient plus alors qu'elle s'apprêtait à se garer. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie



Par [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 21h12 Temps de lecture: 1 min

Un spectaculaire accident, impliquant une seule voiture – un Renault Scenic, est survenu rue Charles-Laffitte, dans le quartier de la gare SNCF [du Havre](#), vers 19 h 15, mardi 7 avril 2026. Le véhicule s'est encastré dans le mur d'enceinte bordant les quais et voies ferrées de cette gare.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'impact a été violent, comme le montrent l'avant complètement défoncé du véhicule et ses airbags déclenchés. « *On a entendu un grand bruit, c'est pour cela qu'on est sorti* », témoigne un agent de la Sûreté ferroviaire, la structure de la SNCF assurant la protection des voyageurs, des biens et des personnels.

Pas de blessé

C'est une jeune femme qui conduisait, et selon ses dires, les freins de son véhicule n'ont plus répondu au moment où elle allait se garer. « *Mes freins ont lâché* », a-t-elle avancé *au Havre Paris Normandie*. Fort heureusement, l'accident n'a pas fait de blessé.

Près de l'endroit du sinistre, deux petits poteaux noirs et du bitume à leur base ont été arrachés, ce qui suggère que le véhicule a percuté ces éléments de mobilier urbain avant de finir dans le mur.

La police nationale s'est rendue sur place. Elle a procédé aux constatations d'usage et a entendu la conductrice. Une dépanneuse devait venir enlever le véhicule.

Lire aussi

[Cet ingénieur du Havre dynamise le quartier de Bléville en le transformant avec des graffs](#)

[Au départ de Deauville : Marrakech confirmé, nos bons plans à ne pas manquer](#)

[Au Havre, un recours contre le projet de chatière dans le port est rejeté par le tribunal administratif](#)

Cambriolage, violence, sécurité routière, alcool... ces gendarmes de Seine-Maritime ont dressé le bilan de 2025

Sébastien Aliome

5-7 minutes

Une réunion afin de présenter les chiffres de 2025 sur la délinquance a été organisée ce 7 avril à Neufchâtel-en-Bray, en présence de plusieurs élus du secteur. On fait le point.

Sur le même thème

[Gendarmerie](#)

[Pays de Bray](#)

Article réservé aux abonnés



Le commandant de la compagnie de gendarmerie de Neufchâtel-en-Bray, Paul Baylac-Choulet, et le major Stéphane Dubocage de la brigade

territoriale autonome ont dressé le bilan de l'année 2025 en présence de plusieurs maires du secteur. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 7 avr. 2026 à 16h47

L'inspection de la brigade territoriale autonome (BTA) de [gendarmerie](#) de **Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime)** s'est tenue ce **mardi 7 avril 2026**. Au sein de la salle située à la Maison des services, près de la Boutonnière, les gendarmes de la commune ont dressé le bilan de l'année 2025.

Avant que des chiffres ne soient donnés aux élus présents, le nouveau maire de [Neufchâtel-en-Bray](#) a pris la parole : « Pour moi, c'est une première. Je suis très heureux de vous accueillir sachant que la relation avec les gendarmes et les forces de l'ordre sont très importantes. C'est une réunion essentielle pour comprendre les enjeux de **sécurité** » a partagé **Philippe Trélat**.

Des chiffres encourageants

Sous l'autorité du major Dubocage, et en présence du commandant de la compagnie de gendarmerie de Neufchâtel-en-Bray, **Paul Baylac-Choulet**, ainsi que plusieurs militaires, des chiffres ont été énumérés.

Tout d'abord, **Stéphane Dubocage**, qui prendra sa retraite dans quelques semaines, a rappelé les effectifs neufchâtelois. La brigade est composée de **17 gendarmes** et la moyenne d'âge est de 36 ans.

En 2025, il y a eu 1 574 procédures, contre 1 852 en 2024. Les interventions sont en hausse de 8 % avec un chiffre de 1 163 en 2025, contre 1 071 l'année précédente.

Il est à noter une baisse globale de la délinquance de 8 %, avec moins 20 % sur les atteintes aux biens et aux personnes, moins 22 % pour les cambriolages et moins 12 % sur les violences. « Il faut que nous formions une équipe, ne restez pas seul s'il y a un problème dans votre commune » a insisté le gradé.





En 2025, les gendarmes de neufchâtel-en-Bray ont été en opérations extérieures 70% de leur temps ©Le Réveil

Du côté de la sécurité routière

Les chiffres ne s'arrêtent pas là ! Les gendarmes ont vu une augmentation des interventions de 9 % sur les violences intra-familiales. Cela reste un vrai problème.

Côté sécurité routière, les gendarmes sont intervenus sur 12 accidents dont un mortel, et provoquant 12 cas de blessures plus ou moins importantes. « Nous avons contrôlé 46 cas d'alcoolémie positive, contre 27 en 2024, et 22 cas de conducteurs sous l'emprise de stupéfiants contre 17 l'année précédente. Nous avons été amenés à 35 rétentions de permis sur l'année » poursuit le major Dubocage.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Les deux faits marquants en 2025

- L'explosion du camion à Pommeréval aura été un fait dramatique et très important en 2025. Le triste événement a eu lieu le lundi 24 novembre. Pompiers, gendarmes et élus de la commune auront été mobilisés toute la journée.

- L'interpellation de 5 jeunes après plusieurs vols dans les vestiaires du club de football de Neufchâtel, vols de carburant, vols dans des véhicules et destructions diverses.

Toujours en 2025, il y a eu 82 gardes à vue dont 25 ont été prolongées, contre 74 en 2024. Enfin, 64 personnes ont été déférées devant le tribunal.

Il est également à noter deux procédures liées à l'environnement, une pollution à Esclavelles et une autre à Neufchâtel-en-Bray.

L'élucidation des enquêtes

Venaient alors les chiffres sur la résolution des enquêtes. « Sur 701 faits constatés, 314 ont été élucidés avec 46 mineurs mis en cause » souligne le major. « C'est au-delà des taux nationaux sur les faits élucidés » précise le commandant de la compagnie.

Et d'en profiter pour rappeler l'intérêt de la vidéoprotection : « C'est un dispositif de plus en plus important dans les enquêtes judiciaires. C'est un complément des opérations de police technique et scientifique. Il nous faut ces outils qui peuvent nous aider ».

Face à un parterre de maires du secteur, le numéro 1 de la compagnie de gendarmerie de Neufchâtel-en-Bray a rappelé l'importance de cette vidéoprotection « afin de mailler le territoire ».

La participation citoyenne est également une aide même s'il ne faut pas que les habitants deviennent des shérifs.

En résumé, le commandant Baylac-Choulet a largement salué le travail des gendarmes et s'est félicité des baisses notables au niveau des cambriolages et des atteintes aux biens. « Il y a toutefois encore un gros travail à faire sur les trafics de stupéfiants. On ne lâche pas nos efforts ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Étretat. L'affluence dans la station sous contrôle

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Dès les premiers jours d'avril, la côte d'Albâtre a retrouvé un parfum d'avant-saison animé. Sous un ciel souvent lumineux malgré un air encore vif, la cité balnéaire a vu affluer de nombreux visiteurs pour ce long week-end de Pâques. Les conditions étaient réunies pour confirmer l'attractivité du littoral, avec une fréquentation déjà soutenue pour ce rendez-vous printanier.

Filtrage des entrées dans le centre bourg

Pour tenter d'endiguer les flux incessants de circulation, la municipalité avait pris les devants avec un arrêté daté du 3 avril, qui prévoyait un filtrage des entrées dans le centre bourg, de 10 à 18 heures, durant tout le week-end, en fonction du remplissage des parkings. Comme les années précédentes, des barrières avaient été installées aux principaux points d'entrée, où des agents communaux étaient chargés de faire respecter les consignes. D'autres dispositifs visaient à empêcher le stationnement sauvage, souvent source de danger.

Dans les faits, la mise en œuvre s'est révélée contrastée. *"Samedi, la fermeture du village dès 10 heures a été une vraie douche froide, car nous n'en avons pas été informés. Il n'y avait eu ni communication, ni anticipation. Cette organisation trop rapide s'est faite sans co-construction"*, regrette Jean-François Bougeant, président de l'Union commerciale, évoquant une fréquentation en net retrait et des parkings loin d'être saturés. Dès le dimanche, des ajustements ont toutefois été opérés, avec une gestion plus souple et des agents mobiles permettant

d'adapter les entrées au nombre réel de places disponibles, une organisation qui a contribué à fluidifier la circulation et limiter le nombre de véhicules tournant en boucle, malgré quelques contournements observés sur des axes secondaires, faisant fi de la signalisation.

Un week-end de Pâques contrasté

Les avis des commerçants sur ce week-end de Pâques restent partagés.

Pour Nicolas Motte, du restaurant du Perrey, le bilan est positif

: "Aujourd'hui, la clientèle a beaucoup évolué, avec de nombreux étrangers venant de Corée, des pays de l'Est ou des Balkans, il faut donc savoir s'adapter. Le matin, c'était plutôt calme. L'équipe est prête et motivée pour la saison. Nous avons connu une fréquentation satisfaisante et, dans l'ensemble, c'était un bon week-end."

Pour d'autres, la journée de samedi a été plus compliquée. A la boulangerie Le Petit Accent, les clients des villages voisins n'étaient pas autorisés à passer pour les livraisons, ce qui a compliqué le travail.

Malgré ces contrastes, le week-end de Pâques illustre bien le lancement de saison : des flux importants de visiteurs, des commerçants prêts à s'adapter à une clientèle diversifiée et l'animation de la cité balnéaire qui reste soumise à des aléas conjoncturels, entre météo, calendrier et contexte économique, comme chaque année.

Narcotrafic : au Havre, la riposte des services de l'État

6–7 minutes

Le port du Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France. ©

Maxppp - ORLANDO BARRIA/EPA

Diffusé le mardi 7 avril 2026 à 7:31

Publié le mardi 7 avril 2026 à 7:31

Le Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France et même de la drogue en général, avec 30% des produits stupéfiants qui arrivent par le port. Face à une "menace existentielle", comme le soulignait l'OFAST l'an dernier, voici comment les services de l'État ripostent.

Le port du Havre reste la principale porte d'entrée de la drogue en France métropolitaine. **30% de la drogue** qui arrive sur notre territoire y **entre par le port du Havre** et en 2025, [les douanes ont saisi 110 tonnes de stupéfiants](#), dont **une majorité de cocaïne**. Bien que le cannabis reste la drogue la plus consommée en France, **la consommation de cocaïne est en constante augmentation** et les narcotrafiquants redoublent d'efforts pour faire arriver le produit jusqu'aux consommateurs. Face à cela, les services de l'État ripostent.

"Une menace existentielle"

*"La lutte **contre le narcotrafic** est à prendre très au sérieux parce que c'est une vague considérable qui arrive en France. À certains égards, je pense que c'est même devenu une menace pour l'État",* déclarait Édouard Philippe en mars pendant la campagne municipale. Déjà l'été dernier, l'Office anti-stupéfiants, l'OFAST, parlait dans son rapport de **"menace existentielle"** pour la France. Au Havre, première porte

d'entrée de la drogue, le port est en première ligne avec ses 10.000 hectares, soit 1,5 fois la taille de Paris.

Une véritable petite ville où travaillent 30.000 personnes, que gère entre autres Florian Weyer, le directeur du port du Havre qui ne lésine pas **sur la sécurisation des installations** : *"Des zones d'accès contrôlées avec badges, des surveillances par caméras, des survols de drones et un service de sûreté portuaire avec 150 agents."*

Tout l'enjeu est d'éviter la corruption des agents car ici personne ne veut revivre [le drame de 2020, la mort d'un ouvrier docker](#) sur fond de trafic de stupéfiants. *"On travaille énormément avec les forces de l'ordre et notamment **la douane qui déploie des modules de formation** et nous avons aussi été accompagnés par l'Agence française anti-corruption",* précise Florian Weyer.

*"Pour l'instant en France, on n'a jamais eu d'épisodes aussi dramatiques que ce qu'ont connu les ports nord-européens avec **des menaces directement contre des membres du gouvernement en Belgique et aux Pays-Bas**. On n'est pas à ce niveau-là et on travaille pour que ça n'arrive jamais."*

Douanes, gendarmerie, police, port : un travail commun

Tous les services de l'État travaillent de concert : douanes, gendarmeries, police, port. Depuis la création d'**une antenne OFAST au Havre** en 2021, le nombre d'agents a été triplé. *"Ils sont aujourd'hui **une trentaine souvent à gérer des enquêtes aux ramifications internationales**",* explique Jérémie Dumont, le commissaire divisionnaire, chef du service interdépartemental de la police judiciaire de Rouen. *"Des enquêtes qui parfois ont des origines, **des renseignements donnés par des services étrangers**, lesquels sont transmis à l'OFAST centrale et exploités par l'antenne du Havre."*

Alors qu'à Marseille, deuxième port de France, les règlements de compte sont légion. **Le Havre est plutôt la plaque tournante logistique**, détaille le commissaire divisionnaire Dumont. *"Il s'agit d'un trafic qui s'organise **par plateformes logistiques** avec des équipes plus ou moins*

structurées de récupérateurs qui font transiter cette drogue. Il n'y a pas cette logique d'appropriation territoriale comme à Marseille."

Drop off, rip off, conteneur clone, les narcotrafiquants se montrent de plus en plus ingénieux pour faire arriver la drogue depuis les Antilles ou l'Amérique Latine jusqu'au Havre, cela nécessite donc **une constante adaptation des services de l'État sur le terrain.**

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Narcotrafic](#)
- [port](#)
- [Drogues](#)
- [Police nationale](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

La mobilisation des parents d'élèves de Berville-sur-Seine

Le 08/04/2026

Le 08/04/2026

Le Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France, selon le procureur de la République de Lille, et la JIRS

Marianne Naquet

6-8 minutes

Samuel Finielz, lors de l'audience de rentrée le 30 janvier 2026. ©

Maxppp - ALEXIS CHRISTIAEN

Diffusé le mardi 7 avril 2026 à 7:44

Publié le mardi 7 avril 2026 à 7:44

Depuis 2004, les grosses affaires de stupéfiants ne sont plus traitées dans notre région mais délocalisées à Lille à la JIRS, la juridiction interrégionale spécialisée. Elle traite notamment les nombreux dossiers havrais.

Le Havre est le premier port français, c'est aussi la porte d'entrée de la cocaïne en France, parfois directement acheminée par conteneurs depuis les Antilles ou l'Amérique latine. **D'importantes saisies de drogue ont souvent lieu au Havre**, mais c'est à Lille depuis 2004 que les grosses affaires havraises de stupéfiants sont délocalisées et traitées, à la Juridiction interrégionale spécialisée de Lille, la JIRS.

Selon le procureur de la République de Lille, invité de ICI Normandie, ce mardi 7 avril, le nombre de dossiers traités par la JIRS est *"important, puisque la juridiction interrégionale spécialisée se saisit de toutes les importations de cocaïne qui viennent de l'étranger, en étroite coordination avec le parquet du Havre. Pour vous donner un ordre d'idée, le Havre, c'est 2 tonnes de cocaïne en 2025. En début d'année, on est à peu près à 500 kilos au Havre."*

"Une agressivité commerciale"

Ces chiffres sont **en hausse partout sur le territoire national**, explique Samuel Finielz. *"Il faut savoir qu'on fait face à une agressivité commerciale. Je n'aime pas parler dans ces termes-là s'agissant de produits stupéfiants, mais en fait c'est bien le cas puisque ce sont des techniques commerciales assez classiques, très agressives."* "Ces techniques, précise-t-il, sont mises en place par ceux qui sont à la tête de ces réseaux et qui visent en fait à inonder le marché, notamment le marché européen, de produits stupéfiants et de cocaïne pour créer tout simplement de la dépendance et puis pour s'attirer de nouveaux clients qui assureront des débouchés à leur production."

Le travail de la JIRS consiste à **graviter sur différents niveaux d'investigations**. *"Il y a évidemment un premier niveau qui est celui de toute la structure logistique qui gravite autour d'un port, comme le port du Havre. Elle va essayer de rentrer dans le port, par des moyens frauduleux, le vol de camions, de badges, quitte à ce que cela amène à des "situations absolument dramatiques de règlement de compte, voire d'assassinats", comme celui d'Allan Affagard, ce docker assassiné en 2020. Samuel Finielz rappelle que toutes les catégories socioprofessionnelles qui gravitent autour d'une plateforme portuaire "peuvent être la cible du narcotrafic, et là il est absolument essentiel que dans ces catégories socioprofessionnelles, qu'elles soient syndicales, que ce soient des entreprises, que des mesures soient prises pour prévenir ce type de faits."* Enfin, charge à la JIRS **d'identifier les commanditaires de ce type de faits**, ajoute le procureur. *"Ils sont parfois réfugiés à l'étranger, ça peut être parfois dans certains pays du Maghreb, ça peut être aux Émirats Arabes-Unis. C'est notre travail, dans le cadre de la coopération pénale internationale et puis de la coopération policière internationale, de pouvoir les localiser dans ces lieux et puis saisir leurs avoirs criminels, ça c'est un axe essentiel d'action."*

Protéger les magistrats et les avocats

Lors du [procès du narcotrafiquant havrais, Abdelkader Bouguettaia](#), en

janvier dernier à Lille, il a été demandé aux journalistes de ne citer aucun des noms de magistrat ou d'avocat. *"Cela fait partie des mesures de sûreté, qu'on doit pour protéger tous ceux qui concourent à l'œuvre de justice et cela concerne aussi les avocats."* Selon Samuel Finielz, il ne faut **pas se faire d'illusions** *"sur la capacité de nuisance de ces narcotrafiquants, sur leur pouvoir financier, qui leur permet de recruter du monde et qui leur permet de menacer, voire de mettre à exécution leurs menaces."* Sans, d'après lui, *"tomber dans un climat de paranoïa avancé, il faut faire en sorte que les procès qui visent les narcotrafiquants et donc les plus dangereux d'entre eux se déroulent dans des conditions qui soient des conditions de sécurité optimales pour tout le monde, pour que personne ne soit victime ultérieurement de menaces ou d'actes de représailles, comme on a pu le voir par ailleurs dans d'autres endroits, comme à Marseille par exemple."*

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [justice](#)
- [Drogues](#)
- [Police nationale](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI

[Passer la section](#)

Cyril Vauchel, président de la Capeb 76

Le 08/04/2026

Le 06/04/2026

Le 03/04/2026

Le 02/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France et même de la drogue en général, avec 30% des produits stupéfiants qui arrivent par le port. Face à une "menace existentielle", comme le soulignait l'OFAST l'an dernier, voici comment les services de l'État ripostent.

Le 07/04/2026

- Certains quais du port du Havre ont été électrifiés. Les bateaux de croisière peuvent désormais s'y raccorder au réseau terrestre, et ainsi rester alimentés sans avoir à faire tourner leur moteur. Le premier navire a été branché ce jeudi, et le site portuaire havrais est un des pionniers en France.

Le 31/10/2025

- "Je n'ai jamais compris ceux qui pensent qu'on doit choisir entre Le Havre et la France", a dénoncé ce jeudi sur ICI Normandie Édouard Philippe. Le maire sortant du Havre a lancé sa campagne pour les municipales dans sa ville ce mercredi soir, il est aussi candidat pour la présidentielle de 2027.

Le 29/01/2026

- Cette semaine , la ville du Havre a célébré les 20 ans de son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Le 19/07/2025

Carburants : "On travaille à perte depuis deux bonnes semaines", les pêcheurs du Havre en grève ce mardi

Amélie Bonté

4-5 minutes

Publié le mardi 7 avril 2026 à 13:00 Mis à jour le mardi 7 avril 2026 à 14:24

Les pêcheurs du Havre sont en grève ce mardi 7 avril. Aucun bateau n'est sorti en mer pour protester contre les prix du carburant. Les aides financières promises d'ici fin mars pour le secteur de la pêche ne sont pas là et de toute façon seraient déjà obsolètes selon eux.

Depuis tôt ce mardi 7 avril matin, **les pêcheurs du Havre se mobilisent** au petit port de pêche. Ils brûlent des pneus et des palettes sur le rond-point entre la criée et le quai. Sur leurs bateaux, ils ont installé des affiches "*gazole trop cher*" ou encore "*marins en colère*". Parmi la trentaine de bateaux, **aucun n'est sorti en mer aujourd'hui**, de toute façon, ce n'est plus rentable pour les marins. Avec un gazole avoisinant 1,40€ le litre et une fin de saison en mer, ils ne gagnent plus rien.

Pierre Becquet, armateur de trois navires au Havre, a même dû licencier des "***gars d'un commun accord car les salaires ne suivaient plus.***" "***On travaille à perte depuis deux bonnes semaines***", explique le patron présent depuis une vingtaine d'années au Havre. Il dit ne jamais avoir connu une telle situation.

"20 centimes par litre, c'est dérisoire"

À propos des aides financières ciblées annoncées le 24 mars par le gouvernement, l'armateur détaille : "*On a rien eu du tout, on a même pas*

reçu le dossier pour nous rassurer. Même si on l'avait, 20 centimes par litre c'est dérisoire parce qu'entre l'annonce des aides de 20 centimes et maintenant, on a pris 20 centimes de plus."

Le ministère de l'Économie a annoncé vendredi soir [le lancement prochain d'un "prêt flash carburant" avec Bpifrance](#), pour soutenir la trésorerie des petites entreprises les plus exposées à la flambée des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient. Des sommes de 5.000 à 50.000 euros pourront être prêtées au taux de 3,80%, sans garanties, aux TPE (très petites entreprises) et PME (petites et moyennes entreprises) des secteurs éligibles : transports, agriculture, pêche, dont les dépenses de carburant représentent *"au minimum 5% du chiffre d'affaires"*, a précisé Bercy. Des prêts seront *"distribués via un canal 100% numérique par Bpifrance"*, la banque publique d'investissement, avec une *"mise à disposition des fonds sous 7 jours"*, a indiqué le ministère dans un communiqué.

- [pêche \(agriculture\)](#)
- [Guerre au Moyen-Orient](#)
- [Prix du carburant](#)
- [Carburant](#)
- [mer - océan](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Tout cet été, ICI Normandie vous propose une série de portraits sur les travailleurs de la mer. Huitième épisode avec les militaires du sémaphore

« On en a marre ! » : les pêcheurs du Havre expliquent pourquoi ils sont en grève illimitée

Vanessa Leroy

5-6 minutes

Depuis ce mardi 7 avril 2026 et jusqu'à nouvel ordre, la trentaine de bateaux de pêche restera à quai au Havre. La faute au prix du litre de gazole qui a doublé. Explications.

Sur le même thème

[Carburants](#)

[Pêche](#)

[Port du Havre](#)



Depuis ce mardi 7 avril 2026 et jusqu'à nouvel ordre, la trentaine de bateaux de pêche restera à quai au Havre. La faute au prix du litre de

gazole qui a doublé en quelques semaines. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 7 avr. 2026 à 18h14

Sur les étals du « petit port » du [Havre](#), dans le quartier Saint-François, poissons et coquilles Saint-Jacques sont bien présents ce mardi 7 avril 2026 au matin, mais pour combien de temps ?

À partir d'aujourd'hui (mardi 7 avril), la trentaine de bateaux et leurs équipages – « tous solidaires » – resteront en effet à quai, et ce jusqu'à nouvel ordre. « **Un mouvement de contestation dû à la hausse du gazole** », justifient les pêcheurs dans un message posté sur Facebook. Le Havre devient ainsi le premier port de pêche bloqué en Normandie.



Pour le moment, la manifestation est pacifique, mais elle pourrait se durcir dans les prochains jours si les pêcheurs ne sont pas entendus.

(©VL/76actu)

Mais pas question pour eux de mener des blocages routiers, leur **mécontentement pacifique** se traduit par, expliquent-ils, « juste l'immobilisation des bateaux ». Et un feu allumé au giratoire à proximité du marché aux poissons.

Dans les faits, le prix du litre de gazole marin a explosé depuis le début du conflit au Moyen-Orient, **passant de 0,68 à 1,09 euro** entre le 5 mars et le 2 avril 2026, selon l'observatoire du carburant de la Coopération

maritime.

Ce 7 avril, **les pêcheurs du Havre paie 1,23 euro le litre**, ceux de Honfleur et Dieppe près de 1,40 euro, contre environ 64 centimes en temps normal. « Ça a plus que doublé et ce n'est pas fini », soupire Sylvia Ledamoisel, la femme de l'armateur du *Gros Minet*.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Les pêcheurs attendent « une aide considérable du gouvernement »



Sur les étals du « petit port » au Havre, poissons et coquilles Saint-Jacques étaient bien présents ce mardi 7 avril 2026 au matin, mais pour combien de temps ? (©VL/76actu)

Alors quid de l'aide annoncée par le gouvernement de [20 centimes par litre de gazole marin](#) sous forme de remboursement sur présentation d'une facture ? « 20 centimes sur 1 euro, c'est ok, mais 20 centimes sur 1,20 euro ou 1,40, ce n'est pas assez, tonne Sylvia. Nous attendons quelque chose de concret. »

« **Les 20 centimes, on ne les a même pas** car il faut que ça passe en commission », martèle André Tesson, armateur du chalutier *Haalty* et l'un des meneurs du mouvement. « On demande à payer 70 à 80 centimes le litre, pas plus. » En attendant d'être écoutés ou au moins entendus, les marins pêcheurs du Havre n'ont pas le choix disent-ils : « Il faut faire comprendre qu'on en a marre. »

(A sortir, on ne gagne pas d'argent, on en perd, on est à retour. Ça veut dire qu'on paie plus de charges et notre charge principale, c'est le gazole.

Et **les marins pêcheurs sont déterminés** à aller plus loin s'il le faut.

« Nous sommes en contact avec les collègues (Trouville-sur-Mer, Honfleur, Dieppe...). Nous attendons le retour du gouvernement et une aide considérable mais je n'y crois pas. Nous sommes prêts à l'union », indique André Tesson. S'ils n'étaient pas entendus, **un blocage total du port du Havre** ne serait pas à exclure en « ultime recours ».

Lundi, les pêcheurs ont rendez-vous avec Édouard Philippe

D'autant que la saison de la coquille Saint-Jacques, qui s'étend d'octobre à mai, est sur le point de s'achever. Or, la coquille, « c'est ce qui fait le chiffre d'affaires de l'année » pour les pêcheurs. Mais le prix du gazole a plombé les comptes.

Un rendez-vous entre une délégation de quelques pêcheurs du Havre et le maire réélu **Édouard Philippe** doit se tenir lundi 13 avril 2026. « On compte sur son soutien », lâche André Tesson, avec derrière lui toute la famille des marins pêcheurs havrais.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au Havre, les marins pêcheurs mettent la pression et seront reçus par Édouard Philippe

Romain Huynh

7–9 minutes

L'explosion du prix du carburant, liée au conflit au Moyen-Orient, place les marins pêcheurs dans une situation financière plus critique. Aujourd'hui, affirme l'un d'eux au Havre Paris Normandie, ils en sont à travailler à perte. Ils ont entamé une mobilisation ce mardi 7 avril 2026, et seront reçus par Édouard Philippe.



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 12h06 Modifié: 7 Avril 2026 à 17h05 Temps de lecture: 2 min

C'est très compliqué », lâche André Tesson alors qu'on le retrouve dans un café, face au port de pêche, ce mardi 7 avril 2026 en début de matinée. Le patron du *Haalty* – ancien propriétaire du *Mylanoh* – est rentré de pêche à 1 h du matin. Sa dernière marée avant une mobilisation entamée par l'ensemble des [pêcheurs havrais](#), pour une durée qu'ils ignorent, et qu'ils espèrent suivie au-delà du Havre.

« *On a essayé de tenir. On est allés au bout du bout, mais là ce n'est plus possible.* » L'augmentation du prix du gazole, depuis le début du conflit au Moyen-Orient, place les pêcheurs dans une situation inextricable, dont ils estiment ne pouvoir sortir qu'avec un soutien actif des pouvoirs publics. André Tesson nous résume la situation en quelques chiffres. « *Je suis*

rentré cette nuit avec 797 kg de Saint-Jacques. Ils sont maintenant sous criée. Si je les vends à 2,30 € le kilo, ce qui est le grand maximum, j'en tirerai 1833 €. Or, sur cette marée, j'ai consommé 1,5 tonne de gazole, qui m'aura coûté 1845 €. On vend à perte. »



Pour André Tesson, les pêcheurs ont besoin d'une aide « concrète » et rapide des pouvoirs publics. - Romain Huynh/Paris Normandie

André Tesson avale son café d'un trait, puis appelle Martial, le pompiste auprès de qui tous les pêcheurs havrais viennent chercher leur carburant. *« Ce matin, le gazole est à 1,23 € le litre au Havre. Mais à Dieppe et à Honfleur il est déjà à 1,40 €. On va y arriver aussi. »*

« On peut avoir 300 bateaux pour bloquer le port la semaine prochaine. »

Un appel au secours adressé à l'État





Les pêcheurs havrais sont certains d'être suivis par leurs collègues normands et assurent être en mesure de bloquer le port. - Romain Huynh/Paris Normandie

Cette crise est, pour le pêcheur, la plus grave qu'il ait connue. « *Je suis plus inquiet aujourd'hui que pour toutes les crises précédentes. Rien que sur Le Havre, nous sommes une trentaine de bateaux, autant de familles, plus celles des matelots, des employés. Ce sont les femmes des pêcheurs qui vendent le poisson. Un emploi en mer, c'est quatre emplois à terre.* » Alors, l'impact financier de cette grève touche des familles entières, il en a bien conscience. Pour autant, il a tout aussi conscience que continuer à pêcher, dans ces conditions, lui coûterait de l'argent plus que ça ne lui en rapporterait. Alors il affirme, déterminé : « *Nous ne savons pas quand nous reprendrons la mer. Ce qui est sûr, c'est que si les choses ne bougent pas, si nous ne sommes pas entendus d'ici la fin de cette semaine, nous sommes prêts à bloquer le port et le chenal. Et pas que pour deux jours.* » Concrètement, le patron pêcheur estime qu'avec la mobilisation de ses collègues normands, « *on peut avoir 300 bateaux pour bloquer le port la semaine prochaine.* »

Avant d'en arriver là, les pêcheurs ont interpellé les pouvoirs publics. « *Nous avons demandé à Édouard Philippe de faire remonter nos difficultés à la ministre de la mer, explique-t-il. C'est après ça qu'elle a annoncé une aide de 20 centimes par litre de carburant. Mais déjà, au rythme où les prix augmentent, c'est largement insuffisant. Pour qu'on s'en sorte il faudrait que le litre nous coûte, au maximum, 80 centimes. Et puis, pour l'instant, il n'y a rien de concret. Cette aide doit encore être validée par Bruxelles.* »

Des familles entières impactées





Sylvia Ledamoisel vend, ce mardi 7 avril, ses derniers poissons avant une date encore incertaine. - Romain Huynh/Paris Normandie

Au marché aux poissons, à quelques mètres de là, la détermination est la même. Sylvia Ledamoisel vend, sur son étal, le produit de la pêche du *Grosminet*, le bateau de son mari Jean-Philippe. *« Notre "chance", c'est qu'actuellement ce soit la saison de la Saint-Jacques, jusqu'au 15 mai, affirme-t-elle. Si on était au poisson, ce serait encore pire. »* Pour rendre compte de l'état dans lequel les pêcheurs – et leurs familles – sont pris, Sylvia emploie une image qui parle d'elle-même. *« Si les gars remontent cinq cageots de Saint-Jacques en une heure, trois cageots partent déjà dans le gazole, avant même d'avoir débarqué. Il en reste deux, qui serviront pour beaucoup à payer les charges... »*

Pour elle, à l'augmentation du prix du carburant s'ajoute un prix de la Saint-Jacques, au kilo, qui est *« scandaleux »*. *« On ne peut pas s'en sortir »*, martèle-t-elle. Alors la grève coûte à toute la famille, bien sûr. Mais la décision a été prise collectivement, *« après en avoir beaucoup parlé »*. Sylvia est plus que pessimiste sur l'avenir de la pêche. *« Aux jeunes qui se lancent, je leur souhaite bon courage. On ne rapporte pas assez d'argent à l'État, aujourd'hui le marché du poisson c'est de l'import-export. Ce métier va mourir »*, souffle-t-elle. Derrière elle, les hommes, postés sur le rond-point, brandissent des feux de détresse.

En début d'après-midi, mardi 7 avril, les marins pêcheurs ont reçu une

réponse du cabinet du maire du Havre. Édouard Philippe les recevra en délégation dans la matinée du lundi 13 avril. « *Nous espérons qu'il portera nos demandes auprès du ministère de la mer* », affirme André Tesson.

Lire aussi

[Cet ingénieur du Havre dynamise le quartier de Bléville en le transformant avec des graffs](#)

[Accident spectaculaire au Havre : un Renault Scenic finit dans un mur près de la gare](#)

[Au départ de Deauville : Marrakech confirmé, nos bons plans à ne pas manquer](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



"J'ai fait 4 stations Total, il n'y a plus rien" : quand choisir le carburant le moins cher n'est plus une option

Sarah-Yasmine Ziani

4-5 minutes

Publié le mardi 7 avril 2026 à 13:56

Vous avez peut-être profité de ce week-end de Pâques pour partir un peu, et donc faire le plein. Dans certaines stations, le gazole a augmenté de plus de 40 % depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Comme à la station Leclerc de Saint-Étienne-du-Rouvray près de Rouen : 2,438€ le litre.

Pompe en main, Ludivine a les yeux rivés sur les euros qui défilent à la station du magasin Leclerc de Saint-Étienne-du-Rouvray, [où le gazole a augmenté de 43 %](#) depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Quand on lui demande si elle fait le plein, réponse habituelle depuis l'envolée des prix des carburants début mars : *"Ah non, je ne fais plus le plein. Je mets 40 euros maximum. Mais, je suis à la pompe tous les deux jours, donc ça ne change pas grand-chose. Mais parfois j'essaie de trouver un endroit où dormir près de mon travail."*

Elle vient du Havre pour travailler à Saint-Étienne-du-Rouvray, dans la métropole rouennaise. *"En fait, j'avais l'habitude d'aller chez Total, cependant chez Total, il n'y a plus rien maintenant."* [Total, où les prix étaient plafonnés à 2,09 euros le diesel, 1,99 euros l'essence, jusqu'au 7 avril. Un blocage des prix maintenu jusqu'à la fin du mois d'avril, avec une hausse du diesel à 2,25 euros/L.](#)

Même histoire pour cette Havraise, venue rendre visite à ses parents au Grand-Quevilly. *"D'habitude, je vais chez Total, et là, c'est en pénurie*

totale sur les quatre stations que j'ai faites. J'ai dû faire quelques kilomètres et je craignais de tomber en panne, sachant que je rentre au Havre. Vivement que la guerre soit finie, parce que ça nous affecte vraiment."

Compiqué aussi quand on conduit un utilitaire pour le travail. *"Avec 150 euros, je ne fais même pas le plein, regrette ce travailleur du BTP. Je dois me déplacer tous les jours, et si je ne fais pas le plein, je reste à la maison, je ne travaille pas."* Sur la pompe d'à côté, une autre conductrice est résignée. *"D'habitude je regarde les prix, mais là, un lundi férié, je ne savais pas trop où aller, c'était le plus proche."* Elle hausse les épaules : *"De toute manière, il n'y a pas le choix."*

Dans certaines stations, **le prix du gazole flirte même avec les 2,50€**, comme au Carrefour d'Évreux : 2,489€. [Vous pouvez chercher les stations les moins chères grâce à notre carte interactive.](#)

- [Guerre au Moyen-Orient](#)
- [Pénurie des carburants](#)
- [Prix du carburant](#)
- [Carburant](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Une automobiliste a été interpellée ce mardi 24 mars dans la soirée à Saint-Étienne-du-Rouvray, près de Rouen. Ivre, elle a failli percuter un véhicule de police en faisant une manœuvre avec sa voiture.

Fermeture de classe à Lillebonne : parents et syndicats maintiennent la pression devant l'inspection

Coline Poiret-Mellier

5-6 minutes

À Lillebonne, les parents d'élèves de l'école Jacques-Prévert ont manifesté mardi 7 avril 2026 contre une fermeture de classe. La décision de l'Éducation nationale est attendue le 10 avril 2026.



Parents d'élèves et syndicats restent mobilisés avant la décision attendue jeudi sur les fermetures de classes. - Paris Normandie



Par Coline Poiret-Mellier

Boîtes de conserve en main, slogans scandés à pleins poumons : mardi 7 avril 2026, les parents d'élèves de l'école Jacques-Prévert, à Lillebonne, ont une nouvelle fois battu le pavé. Le cortège s'est élancé depuis l'établissement pour rejoindre le bureau de l'inspectrice de l'Éducation nationale, rue Thiers.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Ne touchez pas à notre école !* » répètent-ils, déterminés à faire entendre leur refus de la fermeture annoncée d'une classe. Quatre jours après une première mobilisation, la pression ne retombe pas. « *Nous avons déjà recueilli près de 600 signatures* », assure Betty Isabel, parent d'élève.

Aux côtés des familles, Nathalie Sieurin, déléguée syndicale SNUDI FO 76, élargit le débat : « *Cette année, 13 postes sont supprimés dans le département de Seine-Maritime, ce qui entraîne 75 fermetures de classes.* »

Décision attendue après le CDEN

Le maire de Lillebonne, Patrick Cibois, est venu en soutien. « *Ce sont des décisions qui ne relèvent pas de la commune* », rappelle-t-il, tout en annonçant un rendez-vous avec un membre du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) pour défendre le dossier local, notamment au regard des 55 nouveaux logements en construction dans la rue de l'école.

Reçus par l'inspectrice, les parents repartent sans avancée concrète. « *Elle va faire remonter notre mécontentement* », rapporte Amandine Boquet, parent d'élève. « *Mais nous manquons de visibilité sur l'arrivée de nouvelles familles, ils veulent un chiffre exact et nous ne l'aurons pas avant cet été...* »

Dans l'immédiat, les effectifs de la prochaine rentrée scolaire, après fermeture de la classe, inquiètent déjà : jusqu'à 27 élèves en CM1 et CM2, malgré un plafonnement à 24 en CP et CE1.

Lillebonne n'est pas un cas isolé en pays de Caux. À Berville-sur-Seine comme à Port-Jérôme-sur-Seine, des [parents se mobilisent eux aussi contre des fermetures de classes](#).

Une nouvelle mobilisation, portée par les syndicats et les parents d'élèves, est prévue jeudi 9 avril 2026 à 17h30 devant la préfecture de Rouen, pendant la tenue du CDEN. La décision finale sur ces fermetures de classes est attendue le lendemain.

Lire aussi



[Tancarville : circulation perturbée sur la côte Saint-Nicolas et la route du Havre](#)



[Bolbec : le Festival de L'Éphémère revient pour trois jours de théâtre au Val-aux-Grès](#)

« Pourtant, c'est une grosse école » Au Tréport, parents et élus mobilisés pour sauver une classe

Xavier Togni

5-7 minutes

Un rassemblement a réuni parents et élus, mardi 7 avril 2026. Ils dénoncent la fermeture d'une classe annoncée à l'école LDM à la rentrée prochaine. Une troisième fermeture de classe en trois ans, la quatrième en cinq ans...



Publié: 7 Avril 2026 à 17h08 Temps de lecture: 2 min

Une troisième fermeture de classe en trois ans, la quatrième en cinq ans. C'est la menace qui pèse sur l'école élémentaire LDM, dans le centre-ville du [Tréport](#). Et pour s'y opposer, les parents d'élèves élus, soutenus par le conseil municipal, ont organisé un rassemblement devant l'établissement ce mardi 7 avril 2026, avant l'entrée en cours. Ils ont également installé des banderoles et des panneaux sur les grilles pour faire passer le message.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Cette action a été organisée dans l'urgence, car la nouvelle est tombée en fin de semaine dernière, quelques jours seulement avant la réunion du comité départemental de l'éducation nationale (CDEN), qui fixera la carte scolaire en Seine-Maritime, ce jeudi 9 avril 2026. Le maire Laurent Jacques, qui a déjà adressé un courrier à la DASEN, espère décrocher un rendez-vous d'ici cette date, pour défendre leur cause.

« Les effectifs ne plaident pas en notre faveur, j'en suis conscient, mais il faut tenir compte du contexte local, avec des enfants et parfois des familles en difficulté », a-t-il commenté. De plus, la démographie pourrait évoluer dans les prochaines années, avec la construction à venir de 300 logements et les effets du chantier EPR : « Or, il est bien plus compliqué d'obtenir l'ouverture d'une classe que de la fermer. »

12 classes pour 211 élèves

« L'an dernier, avec une vingtaine d'élèves en moins, ça pouvait se justifier. Cette fois, il n'y en aurait que sept, suivant les effectifs avancés par l'académie, et ils fermentaient une classe », dénonce de son côté Katharine Guenard, membre des parents d'élèves élus. « En plus, le directeur perdrait sa décharge à 100 % pour passer à 50 %, ajoute sa collègue Mélanie Laurent. Pourtant, c'est une grosse école. » Elle compte actuellement 12 classes pour 211 élèves.

Les parents soulignent aussi : *« Nous avons des enseignants très dévoués, qui font beaucoup de choses, organisent de nombreux projets pédagogiques. »* Ils insistent surtout sur l'accompagnement des élèves en difficulté, facilité par des effectifs allégés. En plus du dispositif Ulis (unité locale d'inclusion scolaire), qui en accueille 14 (la capacité maximale), d'autres sont dans les classes ordinaires. Laetitia Laurent explique que son fils autiste, bien entouré, a *« beaucoup progressé ici »*. Si le nombre d'enfants par classe devait augmenter, elle craint d'être obligée de le changer d'établissement.

Ecole morte ?

Les parents élus envisagent désormais une opération école morte ce jeudi 9 avril, pour continuer le mouvement.

Dans la circonscription d'Eu, une autre école est menacée d'une fermeture de classe : celle de Criel-sur-Mer, l'Écol'Yères. En revanche, c'est le soulagement à Blangy-sur-Bresle. Lors du dernier conseil municipal, la maire Valérie Garraud a annoncé qu'elle avait eu un entretien téléphonique avec l'inspectrice de l'Éducation nationale, et la

bonne nouvelle est tombée : il n'y aura pas de fermeture de classe, ni en maternelle ni en élémentaire, à la prochaine rentrée. Cependant, un nouveau rendez-vous sera pris pour préparer l'avenir du groupe scolaire Charles-Fréchon.

Lire aussi



[Fermeture de L'Abribus à Criel-sur-Mer : la sécurité de la salle de spectacle en cause](#)



[Football – National 2. « Des grands savants en tribune », le coach tacle les supporters du FC Dieppe](#)



À Gainneville, près du Havre : les parents mobilisés contre la menace de fermeture d'une classe

Laure Ferrari

4-5 minutes

Au sortir du week-end de Pâques, c'était opération « école morte » mardi 7 avril 2026 à Gainneville, près du Havre où des parents d'élèves manifestaient pour éviter une fermeture de classe.



Parents et élus ont manifesté mardi 7 avril 2026 à Gainneville pour maintenir le nombre de classes actuel à la rentrée prochaine. - Paris Normandie/Laure Ferrari

Par [Laure Ferrari](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 12h30 Temps de lecture: 1 min

Faire entendre leur voix pour éviter ce qui n'est pour l'instant qu'une probabilité, c'est l'objectif des parents d'élèves du groupe scolaire Louis-Aragon à Gainneville. En fin de semaine dernière, après avoir appris la menace d'une fermeture de classe qui pèse sur leur établissement, les parents d'élèves ont multiplié les actions et se mobilisent.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Nous avons fait une pétition qui a réuni 207 signatures en quelques jours* », précise Priscillia Lepère, représentante des parents d'élèves. « *Nous avons 33 élèves de CM2 qui partiront en 6e et 27 enfants qui entreront au CP l'an prochain, mais malgré cela, nous pourrions perdre une classe.* »

Pas uniquement des chiffres

Les parents dénoncent les conséquences néfastes de cette mesure sur les conditions d'apprentissage et l'augmentation redoutée des effectifs par classe. Ils condamnent une décision budgétaire qui « *risque de fragiliser le parcours scolaire des enfants* ».

« *Une classe de maternelle a fermé l'an dernier et c'est ce que l'on retrouve cette année pour la primaire. C'est mathématique...* », constate Martial Galopin. « *Maintenant, ce ne sont pas que des chiffres mais des enfants dont on parle ici* », poursuit le maire, présent sur la manifestation pour soutenir les parents. « *Dans un monde idéal, on aurait pu profiter du fait qu'il y a moins d'enfants pour mieux les accompagner, et notamment les enfants qui rencontrent des difficultés un peu particulières. Aujourd'hui, le rectorat n'a pas, comment dire, cette vision. Et je dirais plus globalement l'État n'a pas cette vision. Il cherche à faire des économies.* »

Lire aussi

[Cet ingénieur du Havre dynamise le quartier de Bléville en le transformant avec des graffs](#)

Évaluation des lycées 2026 : qui sont les meilleurs et les moins bons dans la métropole de Rouen ?

Mehdi Chebana

8–10 minutes

La plupart des lycées de la métropole de Rouen ont enregistré, l'an dernier, des taux de réussite au bac stratosphériques. Mais d'autres indicateurs entrent en jeu pour évaluer leurs performances et pouvoir les comparer. Le ministère de l'Éducation nationale les a publiés le 3 avril 2026.



En 2025, quinze lycées de la métropole de Rouen ont dépassé le taux de réussite au bac de 91,9 % enregistré à l'échelle nationale. - Stéphanie Péron Clément / Archives PN



Publié: 7 Avril 2026 à 12h00 Temps de lecture: 2 min

Les lycées de la métropole de Rouen ont-ils bien fait leurs devoirs l'an dernier ? Pour le savoir, il faut se plonger dans [les indicateurs de valeur ajoutée des lycées \(lval\)](#) que le ministère de l'Éducation nationale a publiés le 3 avril 2026. Autrement dit, les établissements viennent de recevoir leur bulletin de notes et nous allons les comparer.

Réussite au bac

En matière de réussite au bac général et technologique, quinze de nos dix-neuf lycées ont particulièrement excellé en 2025, dépassant le taux – pourtant record – de 91,9 % enregistré à l'échelle nationale.

Côté enseignement public, le lycée Pierre-Corneille de Rouen a frôlé la perfection avec 99 %. Il est suivi du lycée Galilée de Franqueville-Saint-Pierre (97 %) et des lycées rouennais Jeanne-d'Arc et Camille-Saint-Saens (96 %).

Cinq établissements privés ont carrément obtenu les sacro-saints 100 % de réussite, qu'ils afficheront bien volontiers pour attirer de nouveaux élèves. Il s'agit des lycées rouennais Jean-Paul-II et Sainte-Thérèse, du lycée Fénelon d'Elbeuf, du lycée Rey de Bois-Guillaume et du lycée La-Providence du Mesnil-Esnard.

D'autres critères

Longtemps survalorisés, ces taux de réussite au bac ne suffisent pourtant pas pour juger des performances de nos lycées. Les services du ministère évaluent également, pour chacun, la part des bacheliers obtenant une mention, mais aussi la capacité des établissements à accompagner les élèves de la seconde jusqu'au bac et à les faire réussir malgré un retard scolaire ou une origine sociale défavorable.

Si aucun classement officiel n'est disponible, il nous est tout à fait possible d'établir un palmarès des lycées de la métropole de Rouen pour les filières générale et technologique, sur la base des trois principaux critères évalués : le taux de réussite au bac, le taux de mentions et le pourcentage

d'élèves restés dans le même lycée jusqu'à l'obtention du bac.

L'administration avait fixé au préalable des objectifs à chaque établissement que nous pouvons comparer avec les résultats finalement obtenus.

Corneille, premier de la classe

Dans la métropole, le premier de la classe est le lycée public Pierre-Corneille de Rouen. L'établissement quadricentenaire a performé dans tous les secteurs en 2025. Au-delà de son taux de réussite quasi parfait, il a enregistré un taux de mentions de 86 % et un taux d'accès depuis la seconde de 93 %, à peu près au niveau des attentes du ministère.

« C'est une reconnaissance de notre travail, une magnifique performance de l'équipe malgré un contexte de travaux de rénovation très contraignant », se réjouit le proviseur Patrice Delamare, qui souligne l'importance de placer très tôt les élèves dans une dynamique de réussite.

« Dès la seconde, on insiste sur la solidarité entre les élèves en favorisant le travail en groupes. Des cours de français et de maths renforcés sont aussi proposés à ceux qui le souhaitent. Et pour les lycéens se sentant décrocher, on peut mettre en place un accompagnement personnalisé. Seuls deux de nos élèves ont raté leur bac l'an dernier, c'est deux de trop, c'est frustrant. », ajoute-t-il.

Le doyen des lycées rouennais – qui a vu passer tant de personnalités, de Corneille, Maupassant et Flaubert à Charles Nicolle ou Jean Rochefort – devance tous les autres établissements publics et privés à l'échelle de la ville, de l'agglomération, du département et de la région. Selon un [palmarès établi par nos confrères du Figaro](#) sur la base des indicateurs précités, il est même le 36e meilleur lycée public de France (sur 1 470 évalués).

« Ces indicateurs sont utiles pour progresser mais il faut aussi les mettre en perspective »

Frédéric Delamare, Proviseur du lycée Les-Bruyères à Sotteville-lès-Rouen

Deux lycées privés viennent compléter le podium métropolitain : le lycée Jean-Paul-II de Rouen et celui de La Providence, au Mesnil-Esnard. Certes, tous leurs élèves ont obtenu le bac l'an dernier, mais ils ont un peu moins performé que le lycée Corneille en matière de mentions (respectivement 79 % et 76 %, contre 81 % et 75 % attendus par le ministère) et de taux d'accès depuis la seconde (91 % et 87 %)

Les lycées sottevillais en difficulté

En queue de classement se trouve le lycée public des Bruyères, à Sotteville-lès-Rouen. Il a obtenu un taux de réussite au bac très honorable de 87 %, mais seuls 36 % de ses bacheliers ont décroché une mention et son taux d'accès depuis la seconde est de 78 %, contre 82 % attendus par le ministère. Nos confrères du *Figaro* le classent même parmi les derniers lycées publics de France, 1 425e sur 1 470.

« Ces indicateurs sont utiles pour progresser mais il faut aussi les mettre en perspective », tempère Frédéric Delamare, le chef d'établissement.

« Sur la rive gauche, nous avons beaucoup d'élèves qui arrivent en seconde avec des difficultés scolaires et socio-économiques et on ne s'en débarrasse pas en cours de route. Depuis quelques années, nous menons un gros travail sur l'absentéisme, nous proposons du soutien en français et en maths, nous insistons aussi sur l'ouverture culturelle et l'usage raisonné des écrans. Nous allons poursuivre en ce sens. »

L'autre lycée public de Sotteville-lès-Rouen, Marcel-Semhat, n'a guère fait mieux et a été très loin des objectifs fixés par l'administration : un taux de réussite de 88 % (moins 6 points), un taux de mentions de 39 % (moins 11 points) et un taux d'accès depuis la seconde de 82 % (moins 3 points).

Lire aussi



Palmarès des collèges 2026 : comment se situent les six collèges de l'agglomération d'Elbeuf ?

Aurélien Delavaud

4-5 minutes

Le vendredi 3 avril 2026, le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé son Palmarès des collèges 2026. L'occasion de faire le point sur les scores dans l'agglomération d'Elbeuf.

Sur le même thème

[Education](#)

[Enfants](#)

Article réservé aux abonnés



Les collèges de l'agglomération d'Elbeuf obtiennent-ils de meilleurs ou de moins bons résultats qu'espéré ? Une évaluation de l'Éducation nationale

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 7 avr. 2026 à 17h48

Est-ce que tel ou tel **collège** est un bon établissement scolaire ? Pas facile de répondre à cette question, tant les critères d'évaluation peuvent être différents d'une personne à l'autre. L'Éducation nationale a essayé d'apporter un peu de clarté à ce débat, avec une **évaluation** la plus objective possible de ses collèges partout en France. Dans l'agglomération d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), les six collèges obtiennent des résultats assez disparates.

Réussite au brevet et parcours jusqu'en 3e

Plusieurs critères sont pris en compte, comme le **taux de réussite au brevet**, qui est assez simple à analyser. Pour cette donnée, un classement est assez facile à dresser, entre les six collèges que compte l'agglomération d'Elbeuf. Sans trop de surprise, l'établissement privé, **Fénelon**, arrive en tête avec 93 % de réussite pour les élèves présentés au brevet.

Jacques-Emile-Blanche, à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, arrive deuxième avec 83 %, suivi de près par le collège Arthur-Rimbaud de Saint-Aubin-lès-Elbeuf avec 80 %. Nelson-Mandela et Jacques-Yves-Cousteau se partagent la quatrième place, ex aequo avec 77 % de réussite. Enfin, le collège Jacques-Brel de Cléon referme la marche avec un score de 73 %.

Dans son étude, l'Éducation nationale s'est aussi penchée sur ce qu'elle appelle le « taux d'accès 6^e-3^e », c'est-à-dire la « probabilité qu'un élève accède en classe de troisième en restant dans le collège ». Pour ce critère, le classement évolue. Arthur-Rimbaud passe en tête avec 92 %, devant Cousteau (90 %), Blanche (90 %), Fénelon (89 %), Mandela (88 %) et Jacques-Brel (81 %).

Quelle valeur ajoutée pour les collèges ?

Mais un autre critère attire l'attention : la **valeur ajoutée** de l'établissement. Il s'agit, selon le ministère de l'Éducation, en se basant sur de nombreuses données collectives et individuelles, de faire la

différence entre les résultats réels et les résultats attendus. Si la valeur est positive, c'est que le collège a mieux réussi que prévu. En revanche, si elle est négative, c'est que le collège a sous-performé par rapport aux attentes.

Pour cette donnée, deux collèges de l'agglomération d'Elbeuf tirent clairement leur épingle du jeu : Jacques-Yves-Cousteau, à Caudebec (+8) et Nelson Mandela, à Elbeuf (+2). La valeur est neutre, donc conforme aux attentes, pour le collège Fénelon d'Elbeuf et le collège Rimbaud de Saint-Aubin. Par contre, avec un -3, cette notion de plus-value n'est pas très encourageante au collège Blanche de Saint-Pierre, voire même inquiétante pour le collège Jacques-Brel de Cléon (-11).

Évidemment, il s'agit ici de **statistiques**, qui ne prennent pas en compte de nombreux facteurs humains ou le ressenti des élèves. Mais elles peuvent apporter des éléments de compréhension, notamment pour ceux qui s'apprêtent à inscrire leur enfant au collège en vue de la rentrée prochaine.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"On touche à une cause qu'il faut défendre" : nouvelle mobilisation des parents d'élèves de Berville-sur-Seine

5-7 minutes

Les parents d'élèves en colère se sont retrouvés au petit matin, avant le travail, pour tracter au rond-point de Maison-Brûlée © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mercredi 8 avril 2026 à 6:31

Publié le mercredi 8 avril 2026 à 6:31

Depuis une semaine, les parents d'élèves de Berville-sur-Seine se mobilisent contre la fermeture annoncée d'une classe de l'école maternelle du village. Mardi 7 avril, ils ont tracté au rond-point de Maison-Brûlée à l'heure de pointe, avant une échéance cruciale pour la carte scolaire.

Après le blocage du bac de La Bouille vendredi, le tour de la presqu'île en tracteur samedi, et l'opération école morte depuis huit jours, des parents d'élèves en colère de Berville-sur-Seine (Seine-Maritime) ont mené une **nouvelle action de visibilité** mardi 7 avril 2026 au matin : ils ont mené une opération tractage à l'heure de pointe au rond-point de Maison brûlée, tout près de la sortie de l'autoroute A13, à Saint-Ouen-de-Thouberville (Eure).

Un QR-code sur le tract vers la pétition en ligne

Ils protestent contre la **fermeture d'une classe** de l'école maternelle de ce petit village de 300 habitants situé dans les boucles de la Seine, en face de Duclair. Fermeture annoncée par l'administration de l'éducation nationale, ce qui ferait passer les effectifs à 27 ou 28 enfants par classe,

sans compter le passage en double niveau.

Équipés d'une sono, vêtus de gilets jaunes, Mylène, Zoé et Emmanuelle, mamans d'élèves, Bruno, adjoint au maire et Franck, le président du club de foot, ont **distribué leurs tracts aux automobilistes** plutôt réceptifs malgré les ralentissements engendrés. *"Sur le tract, on a mis le QR code qui mène directement à la pétition en ligne",* explique Zoé.

Plus d'une semaine d'école morte

Pour ces parents, qui se sont répartis en une équipe de terrain, une équipe chargée des réseaux sociaux et une équipe qui inonde de mails les administrations et les élus, cette **mobilisation est une première**.

"Moi, je travaille dans les assurances", raconte Mylène, *"donc j'ai un métier relativement calme. Mais on touche à une cause qu'il faut défendre, que ce soit pour les enfants ou que ce soit pour le corps enseignant, les ATSEM... Et derrière tout ça, on a aussi des enfants qui ont des reconnaissances de handicaps, on a des enfants qui sont dys, on a des enfants qui ont des troubles. Et pour tous ces enfants-là, il faut que quelqu'un puisse faire du bruit."*

En plus de ces parents mobilisés, *"on a aussi, ce qui n'est pas des moindres, tous les parents qui jouent le jeu pour ne pas mettre leurs enfants à l'école",* poursuit Mylène. *"On aurait beau tenter de se déplacer, de partager et de relayer tout ce qu'on veut, si les enfants sont à l'école, ça ne fonctionne pas."* Il n'y a pas classe à Berville depuis mardi 31 mars.

Désaccord sur les chiffres

Selon les chiffres de l'Éducation nationale, il y aura **48 enfants à la rentrée prochaine** à Berville. *"On en a déjà 51 enfants enregistrés",* affirme de son côté Mylène. *"Ce sont des enfants qui seront réellement là. On a deux enfants qui ont été inscrits il y a à peu près trois jours, dont on attend les validations des inscriptions. On serait potentiellement 53. Et avec les logements qui sont en attente d'attribution dans les lotissements qui sont à côté de l'école, on peut encore faire venir des enfants."*

Sans compter les **possibles arrivées** en cours d'année : *"L'année*

dernière, je crois qu'on a eu six arrivées en cours d'année. Donc il y a moyen de faire quelque chose. Il faut juste nous laisser le temps de démarrer l'année à 51 ou à 53. On est en descente démographique, c'est une certitude. Ce n'est pas pour autant qu'il faut qu'on bafoue les droits des enfants, les droits des enseignants, les droits des ATSEM. Ce n'est pas qu'un algorithme. Il y a beaucoup de choses qui sont à prendre en considération : la qualité de travail, le confort de vie des enfants à l'école et même du corps enseignant."

Prochaine mobilisation des parents d'élèves de Berville : jeudi 9 avril devant la DSDEN (Direction départementale des services de l'éducation nationale) en début d'après-midi, puis à 17h30 devant la préfecture de la Seine-Maritime, où doit se tenir le CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale), l'instance décisionnaire de la carte scolaire.

- [Berville-sur-Seine](#)
- [Saint-Ouen-de-Thouberville](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [école](#)
- [éducation](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Carte scolaire](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Projet de fermeture de classe près de Dieppe : une journée « école morte » dans cette école

Marie LEMAISTRE

4–5 minutes

Une opération « école morte » a été organisée mardi 7 avril 2026 à l'école Thomas-Pesquet de Bacqueville-en-Caux. Les parents dénoncent un projet de fermeture à la rentrée 2026.

Sur le même thème

[Ecoles](#)

[Education](#)

[Enfants](#)



Les parents d'élèves s'opposent à une fermeture de classe à l'école élémentaire Thomas-Pesquet de Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime).

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 7 avr. 2026 à 19h09

Une cinquantaine de parents d'élèves se sont rassemblés devant l'école élémentaire Thomas-Pesquet de [Bacqueville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#), ce **mardi 7 avril 2026**, à 16 h 45, au moment de la sortie des élèves. Une opération « **école morte** » a été organisée dans l'établissement scolaire pour protester contre un projet de fermeture de classe à la rentrée de septembre.

Une décision rendue jeudi

Une vingtaine de parents, ainsi que des parents d'élèves élus, se sont mobilisés dès 8 h 45, afin de faire circuler une pétition papier. Les représentants de parents avaient également demandé aux familles de ne pas envoyer leurs enfants en classe.

« On a eu seulement 50 enfants au lieu de 125, plus les 14 élèves en Ulis », se félicite Amandine Lecœur, parent d'élève élue.

Pour rappel, dans le cadre de la nouvelle carte scolaire établie par l'académie de Normandie, la classe de CM1 est particulièrement menacée et pourrait être transformée en classe à double niveau CE2-CM1.

Les parents d'élèves, qui ont appris l'information par les syndicats ce vendredi 3 avril, ont aussitôt exprimé leur opposition. Une banderole a été installée devant l'établissement et une pétition mise en ligne au nom des parents élus.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Elle a déjà recueilli 456 signatures en ligne et 150 papiers. D'autres banderoles ont été installées durant le week-end.

L'objectif était de se faire entendre auprès de l'académie, qui doit rendre sa décision définitive jeudi 9 avril au soir.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule

newsletter.

[S'inscrire](#)

Un rendez-vous a d'ores et déjà été sollicité auprès de l'inspectrice, qui a accepté de recevoir les parents. Une date doit toutefois encore être confirmée.

Un rendez-vous obtenu avec l'inspectrice

La raison invoquée par l'institution est une baisse des effectifs. Or, selon Amandine Lecœur, l'académie se base sur les inscriptions de novembre pour établir son calcul, soit 115 élèves, sans tenir compte des quatre inscriptions supplémentaires intervenues en cours d'année, ni des 14 élèves de la classe Ulis, qui nécessitent une attention particulière et rejoignent certains enseignements aux côtés des autres élèves dans les enseignements classiques.

La directrice a par ailleurs indiqué que deux nouveaux élèves étaient déjà inscrits pour la prochaine rentrée, ce qui renforce encore les inquiétudes.

« Si on se retrouve à 30 élèves par classe, avec des enfants présentant des retards ou des difficultés de comportement, ils risquent de ne pas pouvoir apprendre dans de bonnes conditions », alerte Amandine Lecœur.

Pour accéder à la pétition : <https://www.mesopinions.com/petition/enfants/a-fermeture-classe-a-l-ecole/278955>

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Notre-Dame-de-Gravenchon. "Nos enfants ne sont pas des chiffres" : l'opération école morte très suivie contre la fermeture d'une classe

Cédric Thomire

~2 minutes

Il y a très peu d'élèves dans les classes des écoles maternelle et élémentaire Charles-Péguy, à Notre-Dame-de-Gravenchon, mardi 7 avril. L'opération "école morte" organisée par les parents d'élèves a été très suivie. Une cinquantaine d'enfants seulement étaient en classe mardi, sur un effectif de 232 élèves.

"Non à la fermeture de classe"

Des parents d'élèves se sont réunis ce matin devant l'école maternelle, où une classe est menacée de fermeture. Banderoles et pancartes en main, ils ont protesté contre le projet de l'Education nationale, soutenu par la municipalité représentée par [le maire Virginie Lutrot](#), son adjointe aux affaires scolaires Fabien Baudoin-Vaucelle et d'autres élus. "*Nos enfants ne sont pas des chiffres*", "*Non à la fermeture d'une classe*", pouvait-on lire sur les pancartes tenues par des enfants et des parents.

Réponse jeudi soir

Seize élèves de moins sont attendus à la rentrée de septembre sur un effectif total actuel de 89 élèves. "[C'est une situation préoccupante pour l'école maternelle, déclarait ce week-end dans nos colonnes Annaëlle Lebret, une des quatre représentantes de parents d'élèves pour la maternelle Péguy.](#) Une telle décision aurait des conséquences. On craint

à terme d'avoir des classes à 28, voire 30 élèves pour les petites et moyennes sections. On a des enfants avec des difficultés, ayant des besoins particuliers, ce serait plus compliqué pour eux, comme pour les maîtresses et maîtres. On va se mobiliser pour sauver cette classe jusqu'au bout."

L'Education nationale prendra une décision jeudi 9 avril lors d'une réunion de son conseil départemental (CDEN).

"On tient les délais" : à Rouen, le raccordement Pont Flaubert - Sud III se termine après 6 ans de chantier

Arthur Deshayes

3-4 minutes

Commencés en 2019 à Rouen, les travaux de construction des accès au pont Flaubert se terminent. La mise en service aura bien lieu à la fin du mois de juin 2026, comme prévu. De quoi rassurer les automobilistes.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

"On est vraiment sur les finitions", indique Jean-Luc Rolland, chef de projet à la DREAL. Encore un mois et demi de travaux, puis une dernière phase d'un mois lié à la mise en service, et ce sera officiel : à Rouen (Seine-Maritime), le raccordement entre le Pont Flaubert et la Sud III sera effectif.

Si cet énorme chantier a démarré fin 2019, les travaux liés à ce tronçon en particulier ont débuté en octobre 2022. En avril 2025, le sens Nord-Sud des nouveaux accès du pont avait été mis en circulation. Mais l'axe Sud-Nord restait en travaux.

[L'axe Nord-Sud avait été mis en service en avril 2025 • © France 3 Normandie](#)

Ces travaux auront engendré d'importants embouteillages. "Oui, on a

occasionné des difficultés de circulation, mais c'était le coût à payer pour pouvoir réaliser la nouvelle infrastructure", indique Jean-Luc Rolland, qui souhaite "remercier" les usagers "car ils ont particulièrement suivi les consignes de circulation".

durée de la vidéo : 00h01mn31s



La pleine mise en service du raccordement entre le Pont Flaubert et la Sud III approche. • ©France 3 Normandie

Il reste des équipements de sécurité à poser, des écrans acoustiques, la dernière couche sur laquelle vont rouler les usagers, et la signalisation qu'on trouve normalement sur une infrastructure de type voie rapide

Jean-Luc Rolland, chef de projet à la DREAL

France 3 Normandie

Après ces finitions, puis la mise en service, il restera un an de travaux pour aménager la zone. Rassurez-vous, ils n'auront pas de conséquence sur la circulation.

Ce raccordement doit apporter *"une amélioration du confort d'usage, une amélioration des conditions de circulation pour les usagers qui vont emprunter la voie rapide Sud III, dans les deux sens de circulation, mais aussi une meilleure répartition des flux de circulation entre la rive gauche et la rive droite pour aller rejoindre l'autoroute A 150"*, selon Jean-Luc Rolland.

À Isneauville, près de Rouen, le projet de pont sur la RN 28 passe par des restrictions de circulation

Paris Normandie

4-6 minutes

C'est un projet au long cours dont le chantier a été retardé par la découverte de cavités. La création d'un pont au-dessus de la RN 28, à hauteur de la plaine de la Ronce, avance et des restrictions de circulation sont prévues.



Le chantier d'un nouveau pont à Isneauville, au-dessus de la RN 28, entraîne des restrictions de circulation et des limitations de voies. - Photo Rouen Normandie Aménagement et Stationnement

Publié: 8 Avril 2026 à 06h28 Temps de lecture: 1 min

Attention aux conditions de circulation sur la RN 28. La création d'un pont au-dessus de la voirie à la hauteur de la plaine de la Ronce à [Isneauville](#) va provoquer des restrictions de circulation.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Dans le cadre de cette construction, une modification des axes routiers dans les deux sens de circulation de la RN 28 sera mise en place à compter du 27 avril 2026 jusqu'à mi-septembre 2026 afin de libérer une emprise suffisante sur le terre-plein central pour la réalisation de la pile centrale et du tablier du futur ouvrage.

Voies de circulations modifiées

Les deux voies de circulation dans chaque sens seront déportées sur les bandes d'arrêt d'urgence actuellement supprimées. Une emprise de chantier d'une largeur de 8 m et d'une longueur de 200 m sera créée sur le terre-plein central de la RN 28.

Ponctuellement, des fermetures de voies à gauche seront réalisées pendant les journées de travaux entre 9 heures et 16 heures permettant d'assurer une sécurité supplémentaire lors des phases de manutention du chantier (banches, cages d'acier, etc.).

Vitesse limitée à 70 km/h : attention au radar

Pour la phase de création du tablier (pose des poutres, bétonnage du tablier etc.), des fermetures des voies dans les deux sens seront réalisées de nuit entre 21 heures et 5 heures avec mise en place de déviations de circulation sur les échangeurs dits « de la Ronce » et « des rouges terres » via la RD 928.

Pour rappel, la circulation est limitée à 70 km/h jusqu'à la fin des travaux d'aménagement de l'ouvrage.

Afin de rendre davantage effective cette limitation de vitesse à 70 km/h et de préserver la sécurité des usagers, celle des personnels des

entreprises intervenant sur le chantier, ainsi que celle des agents de la [Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest](#), un radar autonome de chantier sera mis en service dans le courant du mois de juin 2026 dans le sens Abbeville-Rouen.

Lire aussi



[Près de Rouen, naissance d'une chorale de gospel dirigée par une ex-choriste de Céline Dion](#)



[Karine Espinasse est la nouvelle maire de Saint-Ouen-du-Breuil](#)



L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation

Sylvain Auffret

3-4 minutes

Enedis rénove ses réseaux de distribution d'électricité au Grand-Quevilly. Après ce mardi 7 avril 2026, le courant pourrait être coupé dans la matinée du 9 avril 2026 dans certaines rues.



Enedis coupe le courant mardi 7 et jeudi 9 avril 2026 dans certaines rues du Grand-Quevilly. - Louis Piraud/Paris Normandie



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 10h07 Temps de lecture: 1 min

L'électricité a été coupée ce mardi 7 avril 2026 entre 8 h 30 et 11 heures, [rue de la République](#) (du 1 au 13, au 45, du 55 au 63, du 2 au 4, du 8 au 14, au 61B, au 9B), rue de l'industrie (du 1 au 5), rue de l'Ornay (du 1 au 7, du 4 au 6).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le chantier doit améliorer la distribution d'électricité. D'autres coupures sont programmées jeudi 9 avril 2026, entre 9 et 10h30, chemin du Gord et boulevard de Stalingrad.

Suivre les coupures en ligne

Enedis précise que « les horaires sont susceptibles d'être modifiés et l'alimentation pourra être rétablie à tout moment avant la fin de la plage horaire indiquée ». Il est possible de suivre l'évolution de la coupure et connaître l'heure de rétablissement sur www.enedis.fr

Lire aussi



[À Isneauville, près de Rouen, le projet de pont sur la RN 28 passe par des restrictions de circulation](#)



À Honfleur, "l'option de la déconstruction a été écartée" : les bâtiments menacés d'effondrement seront sécuri

Karine Lepointeur

5-6 minutes

Alors que la déconstruction était une des options envisagées, le nouveau maire de Honfleur, Nicolas Pubreuil, vient d'annoncer le début des travaux de sécurisation dès ce mardi 7 avril. C'est la solution retenue pour "préserver le patrimoine et permettre la réouverture des commerces impactés et des voies de circulation dans les meilleurs délais."

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

C'est sur sa page Facebook que le maire Nicolas Pubreuil a publié la nouvelle, dans le milieu de la matinée. *"L'option de la déconstruction a été écartée. Les travaux de sécurisation vont ainsi débuter ce jour à 14 heures, sous la direction de l'architecte en chef des monuments historiques."*

Les trois immeubles placés sous surveillance depuis l'été dernier ne seront donc pas déconstruits, brique par brique, comme cela avait d'abord été évoqué, pour éviter l'effondrement des deux immeubles adjacents.

Pas de repos pour les experts, en ce jour férié. Lundi de Pâques, le 6 avril, le maire d'Honfleur a sollicité une nouvelle expertise judiciaire. Désigné par le Tribunal administratif, l'expert judiciaire s'est rendu sur place, accompagné de Charlotte Hubert, l'architecte en cheffe des monuments historiques, spécialement mandatée par le ministère de la Culture pour suivre les opérations.

Dans le communiqué publié sur son site internet, la mairie d'Honfleur indique que *"les experts présents ont validé la mise en sécurité décidée le 1er avril et ont jugé l'arrêté pleinement adapté à la situation."*

De cette nouvelle expertise ressortent les éléments suivants : la sécurisation déjà entreprise des façades a permis leur stabilisation, l'option de la déconstruction des bâtiments est écartée par l'Architecte en cheffe et confirmée par l'expert judiciaire, la sécurisation des bâtiments par l'intérieur est la solution privilégiée.

Communiqué de la mairie de Honfleur

Après réception de la note de synthèse de l'expert judiciaire, la municipalité de Honfleur a décidé de prendre un nouvel arrêté dans la matinée du mardi 7 avril. Une décision qui va permettre *"aux entreprises et aux personnes qualifiées de pénétrer dans les bâtiments et procéder au démarrage de leur sécurisation, comme recommandé par l'expertise."* Les travaux de sécurisation vont ainsi pouvoir démarrer dès ce mardi 7 avril, à 14 heures.

Le calendrier de levée du périmètre de sécurité sera ensuite établi *"sur la base des recommandations des entreprises intervenantes."*

L'arrêté du 1er avril n'avait rien d'une mauvaise blague. Pour sécuriser les immeubles menaçant de s'effondrer, la Ville d'Honfleur n'avait plus d'autre choix que d'annoncer, mercredi dernier, la fermeture de plusieurs rues et quais autour du Vieux bassin. Le périmètre de sécurité mis en place reste d'actualité :

- fermeture du quai Sainte-Catherine aux véhicules et aux piétons sur la zone sécurisée. Le quai Sainte-Catherine, en dehors de la zone balisée, reste accessible aux piétons et les terrasses peuvent ouvrir, normalement

- fermeture de l'accès pour les véhicules rue des Logettes, mais les commerces restent ouverts jusqu'en haut de la rue pour les piétons
- fermeture de la rue du Dauphin aux véhicules, jusqu'à nouvel ordre. Les commerces restent ouverts pour les piétons jusqu'à l'accès à la place Berthelot
- L'intégralité de la place Berthelot et de la place Sainte-Catherine est fermée à toute circulation de véhicule et piétonne. Cependant, des couloirs dédiés aux piétons ont été aménagés par les services techniques permettant de rallier la rue du Dauphin à la rue Brûlée ou de contourner l'église Sainte-Catherine

Dès vendredi 3 avril, plusieurs chalets, servant d'ordinaire au marché de Noël, ont été installés près de l'Hôtel-de-Ville et rue Geneviève-Seydoux afin de permettre à quelques commerçants de maintenir leur activité.

Des rencontres sont prévues avec la mairie ce mardi 7 avril, pour trouver des solutions.

Quelques jours avant les vacances scolaires, la municipalité tient à rappeler que *"Honfleur conserve toute sa capacité à accueillir les visiteurs qui ont prévu de profiter de la ville."*

Honfleur : menacés de démolition, ces immeubles seront finalement consolidés

Philippe Dufresne

4-5 minutes

Frappés d'un arrêté de péril imminent, trois immeubles de Honfleur devaient être déconstruits. Ils seront finalement consolidés. Les travaux doivent débuter mardi 7 avril 2026.



Par *Philippe Dufresne*

Publié: 7 Avril 2026 à 14h10 Temps de lecture: 1 min

Le maire de Honfleur, Nicolas Pubreuil, a annoncé que le projet de déconstruction des immeubles en péril imminent du quai Sainte-Catherine n'est plus d'actualité.





Les trois immeubles sont situés sur le quai Sainte-Catherine à Honfleur. -
Philippe Dufresne / Paris Normandie

Ces bâtiments menacent de s'effondrer depuis le 1er avril 2026. Un arrêté d'interdiction de circulation sur la voie publique avait été pris dans la zone du centre de Honfleur bordant ces immeubles.

Des solutions de secours pour Pâques

[Dix-neuf commerces, situés dans ce secteur sensible, avaient même été fermés à quelques jours de Pâques.](#) Des solutions de secours, en l'espèce des chalets de Noël installés près de la mairie, ont été proposées aux commerçants pour continuer leur activité.

Initialement, il était question de procéder à la déconstruction des trois immeubles, une opération délicate étant donné la vétusté des constructions. Cette idée est donc abandonnée au profit d'une consolidation des bâtiments.

Le maire de Honfleur précise sur sa page Facebook qu'il s'agit de *« sécuriser au plus vite les bâtiments concernés afin de protéger nos habitants, préserver notre patrimoine et permettre, dans les meilleurs délais la réouverture des commerces impactés et des voies de circulation. »* *« Nous accélérons les procédures : le patrimoine, la sécurité et l'activité touristique des Honfleurais sont notre priorité »*, a expliqué

Catherine Pégard, le ministre de la Culture sur X.

Lire aussi



[Au départ de Deauville : Marrakech confirmé, nos bons plans à ne pas manquer](#)



[Immeubles en péril, périmètre interdit... Comment Honfleur s'organise à l'approche du week-end de Pâques](#)



À Rouen, une athlète paralympique dénonce l'accès aux transports : « Je paie pour un service que je n'ai pas »

Jessie Leclerc

10–12 minutes

Les bus et TEOR de Rouen sont-ils accessibles pour les personnes à mobilité réduite ? Alexandra Saint-Pierre, pongiste paralympique rouennaise, témoigne de ses "galères".

Sur le même thème

[Handicap](#)

[Réseau Astuce-TCAR](#)

[Transport](#)

Article réservé aux abonnés



En fauteuil depuis 9 ans, Alexandra Saint-Pierre dénonce les conditions

Par [Jessie Leclerc](#) Publié le 7 avr. 2026 à 8h18 ; mis à jour le 7 avr. 2026 à 9h59

Mise à jour le 07 avril 2026 à 9h50 : *Le 5 avril 2026, Alexandra Saint-Pierre a partagé une nouvelle publication sur ses réseaux sociaux. Elle y explique avoir échangé avec le directeur du réseau Astuce et que des solutions devraient voir le jour prochainement. La jeune femme a repris les transports entre deux et ressent « des évolutions positives, même si 2 trajets dans une journée ne sont pas représentatifs ». « J'ai ressenti qu'un message a bien été passé », confie-t-elle. Elle souhaite que les efforts ne soient pas que temporaires : « C'est encourageant, mais j'espère sincèrement que ces efforts s'inscriront dans la durée, pour tous les usagers, quels que soient leurs besoins. »*

À [Rouen \(Seine-Maritime\)](#), la vie des personnes à mobilité réduite n'est pas un long fleuve tranquille. Pour eux, se déplacer **en fauteuil** ne serait-ce que pour faire ses courses relève parfois du parcours du combattant. À ce sujet, la question de **l'accessibilité des transports rouennais** revient d'ailleurs dans bien des bouches après la publication d'Alexandra Saint-Pierre, para-athlète reconnue, qui dénonce des difficultés à monter dans les TEOR et bus [du réseau Astuce](#). Précisions.

Un témoignage relance le débat

Tout part d'un message publié par Alexandra Saint-Pierre, [para-athlète](#) en fauteuil roulant, sur ses réseaux sociaux. Un « coup de gueule », qui décrit un « constat malheureusement trop fréquent. » Dimanche 29 mars, après une journée de permission, elle tente de **rentrer en TEOR** vers la clinique des Herbiers de Bois-Guillaume, où elle est hospitalisée. À quai, le bus est bien là, elle aussi. Pourtant, **elle ne peut pas monter**. L'écart entre le trottoir et le véhicule est trop important.

Le conducteur lui aurait alors expliqué qu'il ne pouvait pas faire marche arrière pour se rapprocher et dit de prendre le bus suivant. Dans sa publication, Alexandra dénonce avoir **attendu 20 minutes dans le froid** avant de pouvoir prendre le TEOR.

Pour elle, cet épisode dépasse largement son cas personnel et celui des personnes en situation de handicap. « Quand il y a de l'espace entre [le TEOR](#) et le quai, c'est galère et **dangereux** pour tout le monde, même les valides », déplore Alexandra, interrogée par *76actu*. « Une dame me raconte avoir glissé entre le bus et le trottoir la dernière fois. Et c'est l'enfer pour les poussettes ou les seniors », ajoute-t-elle.

Pannes, tensions avec les chauffeurs...

Si elle a décidé de témoigner, c'est après des années de difficultés. « Je n'ai jamais franchi le cap de dénoncer publiquement. J'espère que ma notoriété fera **bouger les choses**, car beaucoup de gens n'osent pas parler ou ne savent pas comment faire remonter les problèmes », explique la para-athlète.

Devenue très dépendante des transports en commun, Alexandra raconte rencontrer des obstacles presque toutes les semaines, « à chaque permission ». Selon elle, [l'accessibilité affichée](#) dans les flyers de communication ou dans les bus eux-mêmes **ne correspond pas à la réalité des faits**. « On nous vend un transport accessible, mais ce n'est pas le cas. Je paie pour un service que je n'ai pas », déplore la jeune femme.

Elle évoque également d'autres difficultés. « La dernière fois, on m'a dit que je ne pouvais pas monter dans les bus [à hydrogène](#) avec un **fauteuil électrique**, car les batteries sont interdites pour le risque d'incendie. Mais par contre il y avait une trottinette électrique à l'intérieur et ça ne posait pas problème », accuse-t-elle.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Des conducteurs mis en cause ?

Alexandra va jusqu'à parler de mauvais **comportements de certains**

chauffeurs. « Un coup, j'allais prendre le bus, mais le conducteur m'a dit que la rampe d'accès ne fonctionnait pas. J'essaie de monter quand même, et là il me demande si je veux qu'il sorte la rampe ! », s'exclame-t-elle. « C'est culotté ! » Mais elle n'incrimine pas l'ensemble des conducteurs. « En même temps, c'est contraignant pour eux de nous avoir à bord », reconnaît la Rouennaise.

« Les chauffeurs prennent du retard à attendre que l'on monte et ça fait se déplacer les gens, raconte Alexandra. C'est plus facile de dire non que de s'adapter. » [La sportive](#) avoue s'être déjà plainte auprès des conducteurs. « On gueule sur eux, car ce sont nos premiers contacts, mais ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens donnés. **La plupart sont de bonne foi** », affirme la lanceuse d'alerte.

« On nous parle d'héritage des Jeux, mais il n'y en a pas »

De nombreux Rouennais ont répondu aux publications d'Alexandra. Pour elle, ce côté collectif de la dénonciation n'est pas anodin. « C'est qu'il y a de vrais problèmes. » Elle parle aussi de [l'état des bus](#). « On nous parle **d'héritage des Jeux**, mais il n'y en a pas », se désole celle qui a participé aux Jeux paralympiques de Paris, en 2024.

[Les ascenseurs](#) de plusieurs stations de métro causeraient eux aussi des soucis. « C'est la surprise. Je finis souvent à Boulingrin quand je veux descendre à Théâtre des Arts », soupire l'utilisatrice.

On nous pousse à laisser la voiture et prendre les transports, mais les conditions ne sont pas optimales.

Pour elle, l'accès aux transports est **un droit** et ne pas pouvoir y accéder un frein aux libertés. « Après on ne sort plus et on se sent exclu. »

Transdev reconnaît des difficultés

Face à ces critiques, Guillaume Aribaud, directeur général de **Transdev Rouen** dit regretter la situation. « Nous sommes navrés. On est très attaché à l'accueil [des personnes à mobilité réduite](#). **150 agents ont été**

formés à ce sujet l'an passé », défend l'exploitant.

Il ajoute que l'opérateur a pris contact avec Alexandra Saint-Pierre et lui a proposé une prise en charge via le réseau spécialisé **Handistuce**, bien que, selon la sportive « deux mois [soient] nécessaires à la constitution de la demande ».



Palettes d'accès, manque de place, TEOR trop éloignés du bord... La faute à Ebusco ? (©AdobeStock/Illustration)

Le directeur avoue être « sincèrement désolé » et reconnaît certains dysfonctionnements dus au [retard de livraison de nouveaux bus et TEOR](#), par le **constructeur Ebusco**. « Nous sommes en attente de véhicules commandés. En attendant, certains TEOR n'ont pas de système de guidage ce qui rend compliqué pour les conducteurs de se coller aux quais », confie Guillaume Aribaud. Cela concernerait selon lui, « un TEOR sur trois ».

Pour les problèmes de déploiement des palettes d'accès aux bus, « là encore, c'est du fait du retard de livraison », affirme Guillaume Aribaud. « **Les services techniques font leur maximum.** Deux maintenances sont réalisées deux fois par an pour ces équipements et il y a des travaux dès qu'un conducteur fait un signalement. »

Quatre nouveaux bus devraient être livrés dans les semaines à venir.

Pour les autres « ça va dépendre du constructeur », précise le directeur de Transdev.

Quant aux conducteurs qui seraient de mauvaise foi, la société défend ses employés : « Les conducteurs font **un travail remarquable**, mais qui n'est pas simple. Ils font tout leur possible. »

Des conducteurs à bout ?

Une conductrice du réseau, que nous nommerons Agnès pour garder son anonymat, nuance ces propos. Elle indique que les problèmes sont à **50 % de la faute de l'entreprise** et à **50 % de la faute de quelques chauffeurs** qui ne font pas leur travail.

« Aujourd'hui il n'y a quasiment plus de véhicules avec des guidages en état », confie-t-elle. « En tant que chauffeur, on est censé pouvoir se garer au plus près des quais, mais des collègues jouent les têtes de cons et ne font pas d'effort s'il n'y a **pas de guidage**. »

Pour les bus, c'est une autre histoire. « Quand on est en bus, donc c'est différent des TEOR, ils sont plus bas et ne sont pas faits pour se coller [aux quais](#), sinon les portes se bloquent, détaille Agnès. On nous a donc clairement demandé de **ne pas prendre les fauteuils en bus**. La consigne, c'est de ne pas s'approcher des quais. »

Selon la conductrice, les véhicules sont **trop vieillissants**. « Chaque jour, on en a entre 10 et 30 qui ne sortent pas car [ils sont en panne](#), explique-t-elle. Même nous, on en souffre de ces bus pourris. » Elle souhaite que la Métropole agisse. « Elle s'entête à vouloir garder les bus électriques commandés, mais ça fait 6-7 ans qu'on les attend », glisse Agnès.

Elle répond aux critiques d'Alexandra

L'employée de Transdev a lu la publication d'Alexandra. Elle réagit : « Pour le manque de place, ce n'est pas simple de demander à quelqu'un [en poussette](#) de sortir pour laisser place à un fauteuil, même si on a plus de poussettes qu'autorisé. **On se fait insulter**. »

Le cas des trottinettes dans les bus à hydrogène est aussi complexe. «

Malheureusement on est régi par des règles nationales et actuellement encore aucune règle n'existe pour **les trottinettes**. Alors le conducteur qui l'a laissé monter et a refusé le fauteuil à deux neurones, mais c'est plus simple de s'en prendre à quelqu'un qui ne sait pas se défendre. » Beaucoup de chauffeurs auraient **peur de se faire agresser** au volant.

Enfin, pour les palettes d'accès, les conducteurs **doivent vérifier l'état de leur véhicule** chaque matin, mais selon Agnès, ce n'est pas toujours respecté.

De son côté, la Métropole se dit « attentive à une politique des transports en commun **accessible à tous** ». Elle a répondu à Alexandra en la renvoyant directement vers le réseau Astuce.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"C'est une catastrophe" : le désarroi de milliers de patients à Rouen après la fermeture du centre Mediksanté

Bradley de Souza

5-6 minutes



Bradley de Souza

Publié le mardi 7 avril 2026 à 17:19 Mis à jour le mardi 7 avril 2026 à 18:55

INFO ICI NORMANDIE. Le centre de santé Mediksanté, rue du Général-Leclerc, en plein centre-ville de Rouen, va définitivement fermer ses portes ce vendredi 10 avril 2026. Ouvert en janvier 2022, il a pris en charge entre dix et quinze mille patients.

C'est une information ICI Normandie. **Le centre de santé du réseau "Medkisanté"** situé au 29 rue du Général-Leclerc dans le centre-ville de Rouen **va fermer ses portes ce vendredi 10 avril 2026**. Les dirigeants de Medkisanté l'ont annoncé aux équipes dès le début de cette année, en janvier 2026, et les patients ont commencé à être avertis dès lors.

Ouvert en janvier 2022, ce centre de santé compte trois médecins généralistes et deux secrétaires médicales, tous salariés. D'après nos informations, les dirigeants ont avancé **un manque de rentabilité** pour justifier cette fermeture. Après trois ans de déficit, le centre n'est jamais parvenu à un équilibre financier. **Le personnel va être licencié.**

Depuis 2022, le centre rouennais a pris en charge entre dix et quinze mille patients. *"Franchement ça va devenir compliqué là"*, commente Corinne, l'une des patientes du centre. Cette habitante de Rouen venait tous les

mois dans ce centre de santé pour un suivi. *"Je ne comprends pas pourquoi ça ferme. Il manque plein de médecins traitants, vraiment je ne comprends pas, ça doit être **une question de rentabilité**, budgétaire je pense. Et pourtant il y a tout le temps du monde, je ne comprends pas"*, poursuit cette Rouennaise.

Des patients redirigés

"Le docteur qui me suivait là, me suivait depuis que j'avais 17 ans. Il était dans un autre cabinet avant d'arriver dans celui-ci. Là le centre ferme et il part à la retraite donc c'est un peu chiant", poursuit cette Rouennaise.

Comme elle, **les patients de ce centre ont reçu une liste de quelques noms de médecins** de Rouen et de l'agglomération à contacter pour qu'ils puissent rebondir.

De son côté, Salah, un habitant du Mont-Riboudet à Rouen, lui, se retrouve sans solution. *"Je vais voir pour appeler ces numéros mais moi j'ai déjà dû changer de médecin car le mien est parti à la retraite. Là, je pensais être **tranquille pour un moment**"*, explique-t-il à notre micro.

"C'est une catastrophe", réagit de son côté Nelly. *"C'est compliqué, c'est dommage"*, renchérit de son côté Leïla, une habitante de Petit-Quevilly qui, elle aussi, avait son médecin traitant dans ce centre.

"Un centre qui ferme comme ça en centre-ville où il y avait du monde, énormément de patients. On parle de rentabilité dans un cabinet médical, de rentabilité sur la santé", s'insurge cette Quevillaise. *"Advienne que pourra, mais **ça fait mal au cœur pour les personnes âgées, en situation de handicap. Je prends le cas de mes parents pour qui c'est compliqué. Des gens pour qui il y a un suivi depuis des années et des pathologies importantes, et les médecins de ce cabinet sont les premiers désolés. Voilà dans quel monde on vit**"*, se désole Leïla.

Le réseau Medkisanté compte sept centres en France, référencés sur Doctolib. Celui de Bordeaux a fermé le 17 décembre 2025, celui de Toulouse, une semaine plus tard, le 23 décembre 2025. À Lille, le centre doit fermer courant avril-mai 2026. À Rouen, le centre ferme donc ce vendredi 10 avril 2026. Il en restera trois en France, un à Lyon et deux à

Paris où se trouve le siège de Mediksanté.

- [Déserts médicaux](#)
- [Santé publique](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Depuis un peu plus d'un mois, le pôle de santé de Saint-Ouen-de-Thouberville dans l'Eure accueille ses premiers patients. Une dizaine de professionnels paramédicaux comme des kinés, une ostéopathe mais aussi des infirmiers libéraux ont décidé de s'installer dans cette structure.

Le 15/09/2025 à 07:36

- La synagogue de Rouen a été victime d'une fausse alerte à la bombe, ce mercredi 21 janvier en début de matinée, selon des sources policières à ICI Normandie. Le doute a été rapidement levé par la police. La synagogue de Rouen est fermée depuis mai 2024 et l'incendie criminel qui l'a ravagée.

Le 21/01/2026 à 19:21

- Une nouvelle antenne des Restos du cœur ouvre ce samedi 17 janvier au Petit-Quevilly, dans la métropole rouennaise. Elle vise à désengorger le centre Desseaux, installé également sur la rive gauche de Rouen, où les demandes sont en augmentation.

Le 16/01/2026 à 20:29

- L'association la Bibliothèque à l'hôpital du CHU de Rouen fête ses 80 ans ce vendredi 13 février 2026. Elle distribue des livres, des revues, des

Parc éolien Dieppe-Le Tréport : un chantier qui avance, mais des indemnisations sous tension

David Vandevoorde

6–8 minutes

Alors que le chantier avance avec une mise en service prévue fin 2026, le dossier des indemnisations des pêcheurs est, lui, à la traîne, malgré des montants revus à la hausse après de longues négociations.



Publié: 7 Avril 2026 à 20h05 Temps de lecture: 4 min

Repères

- 62 éoliennes à 15 km des côtes du Tréport sur 82,4 km² pour 2,7 milliards d'euros
- Le promoteur est EMDT, consortium réunissant Ocean Winds (coentreprise d'Engie et EDPR), Sumitomo Corporation et la Banque des Territoires
- Production envisagée : 496MW (puissance installée) équivalent actuel d'une consommation de 850000 personnes
- En février 2025, le chantier de la base d'exploitation a été lancé à Dieppe (Normandie), elle sera inaugurée début mai 2026
- Au printemps 2025 les câbles sous-marins ont été reliés à la terre, puis une sous-station électrique de 2 500 tonnes a été posée au large, reliée à la terre, près de la centrale nucléaire de Penly (Normandie)
- 29 des 62 fondations d'éoliennes ont été posées à ce jour

- Scopa, S.O.S à l'Horizon (en assemblée générale le 11 avril 2026) et Sau.Li. ont saisi en janvier 2025 le Conseil d'État pour tenter de retirer l'autorisation d'exploitation à EMDT (toujours en instruction).
- Le Conseil d'État a déjà validé le projet fin 2022 et a rejeté ce 20 mars 2026 les recours de riverains contre le centre de maintenance de Dieppe, déposés trop tard.

L'installation des fondations est en cours jusqu'à la fin de l'été. Celle des câbles inter-éoliennes et des turbines est prévue de mai à l'automne.

Le chantier se poursuit dans de bonnes conditions, techniques ou météorologiques. La mise en service est toujours attendue pour fin 2026 ». Tout baigne pour EMDT, promoteur du [parc éolien offshore Dieppe/Le Tréport](#). Côté compensations ou indemnisations, il reste du travail.

Le fonds tourisme de 8 millions d'euros a très vite été sollicité. Selon nos sources, 17 projets normando-picards ont été aidés entre 2019 et 2025, sur la base d'un renforcement « *de l'attractivité côtière en cohabitation avec le parc éolien* ». En d'autres termes : compenser la perte qu'il pourrait générer. Les plus notables au Tréport retenus par EMDT et les intercommunalités : une aide à la reconstruction de l'estacade ou un nouveau bâtiment pour l'école de voile. C'est de 10 000 à 40 000 euros d'aides en moyenne.

« On évalue les pertes en se basant sur les historiques de navigation »

Dimitri Rogoff, Président du comité régional des pêches maritimes

La pêche est interdite sur la zone de chantier depuis 2024. Une perte sèche pour les pêcheurs des ports de Dieppe et du Tréport.

L'indemnisation pouvant concerner plus de 200 dossiers se fait via une méthode propre à tous ces parcs. « *On évalue les pertes en se basant sur les historiques de navigation et le chiffre d'affaires des navires exclus de la zone* », pose Dimitri Rogoff, président du comité régional des pêches maritimes et élevages marins normand. Sauf que ce site impacte un gisement remarquable d'amandes de mer, les comités de pêche (normand et Hauts de France) ont donc obtenu un calcul spécifique, plus avantageux.

Le fruit de mois de négociations tendues, notamment pour les pêcheurs ne croisant pas ici, « *mais dont les zones de pêche ont été envahies par les navires déplacés* », commente Dimitri Rogoff, heureux d'avoir aussi revu le préjudice : de 3,9 à près de 10 millions d'euros. « *Les pertes devaient être calculées sur une année normale, pas sur une mauvaise* », commente-t-il. « *Le processus d'indemnisation des armateurs éligibles est en cours, un peu plus de 20 % d'entre eux ont été indemnisés.* », répond EMDT.

« Transition vers des pratiques durables »

Actés en 2019, lancé en... 2024, 5 millions d'euros vont à des projets pour « *valoriser la ressource halieutique locale, adapter les navires, matériels, techniques de pêche, à la nouvelle configuration de la zone, soutenir la profession dans une transition vers des pratiques durables face à l'arrivée définitive du parc éolien* ». C'est beau, mais complexe... et ça avance peu.

Laurent Jacques et Nicolas Langlois, maires du Tréport et de Dieppe, l'ont dénoncé par un écrit adressé aux comités régionaux de pêche. « *On était mobilisés sur l'indemnisation pêcheurs dont la survie est en question. Nous allons parler de ce fonds, mais nous ne sommes pas les animateurs* », réplique Dimitri Rogoff. Le fond maximal par projet est de 400 000 euros.

Lire aussi



Seine-Maritime : la fédération des chasseurs franchit le cap des 11 500 membres

Dufresne

6–8 minutes

Avec plus de 11 500 pratiquants, la chasse se porte bien en Seine-Maritime. Le président José Doméné-Guérin revient sur les hauts et les bas de la fédération.



Par Dufresne

Publié: 7 Avril 2026 à 18h03 Temps de lecture: 3 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. La chasse en Seine-Maritime compte plus de 11 500 pratiquants, avec une hausse des jeunes. 2. La fédération insiste sur la sécurité, malgré quatre accidents mortels en France en 2025. 3. José Doméné-Guérin dénonce les menaces européennes sur la chasse aux canards. 4. La population de perdrix inquiète, un plan de gestion est envisagé.

Cors de chasse, vidéo de grands espaces, et même quelques chiens dans la salle... [La fédération des chasseurs de Seine-Maritime](#) tenait son assemblée générale au conseil départemental de Rouen, délaissant pour une fois son siège à [Belleville-en-Caux](#). Devant près de 200 personnes, le président José Doméné-Guérin est revenu sur plusieurs points

d'actualité cynégétique.

La sécurité

Avec quatre accidents de chasse mortels enregistrés en France en 2025, la fédération insiste sur l'importance de respecter les règles de sécurité et de se remettre à niveau régulièrement. *« C'est le chiffre le plus bas de ces dernières années, même si un accident est évidemment toujours de trop »*, souligne le président. Il estime que la chasse n'est pas une activité accidentogène : *« L'assurance de chasse est de 22 € par an, ce qui reste faible. Nous savons que les assureurs ne sont pas des philanthropes. »*

Les effectifs

« La Seine-Maritime compte plus de 11 500 chasseurs. Le nombre de jeunes est en hausse, et parmi eux, il y a 30 % de femmes. C'est un effectif stable qui traduit la bonne santé de la chasse dans le département. »

Le système législatif n'est plus en phase avec le terrain. La loi en la matière date de 60 ans. »

José Doméné-Guérin, Président de la fédération des chasseurs de Seine-Maritime

Gibier d'eau et petit gibier

José Doméné-Guérin dénonce les menaces de plus en plus vives que la Commission européenne fait peser sur la chasse à différentes espèces de canards. À propos du gibier d'eau, il se réjouit des *« excellentes relations avec les agriculteurs, pêcheurs et coupeurs de roseaux. »* La fédération de chasse est inquiète de la population de perdrix. *« Nous recherchons les causes de la baisse de cette population. un plan de gestion généralisé devrait voir le jour. »* José Doméné-Guérin s'interroge sur le rôle de prédateurs de la perdrix.

Grand gibier

Qui dit cervidés ou sangliers, dit indemnisation des dégâts de gibier. Le président Doméné-Guérin réagit au sujet : « *Le système législatif n'est plus en phase avec le terrain. La loi en la matière date de 60 ans.* » La surface agricole détruite l'an dernier en Seine-Maritime est en baisse de 20 % par rapport à 2019. Après avoir assuré qu'il en avait « *ras-le-bol de passer pour un perceuteur d'impôts* », qu'il n'est pas, le président de la fédération distingue les sangliers des cervidés.

Les cochons sauvages sont responsables de 80 % des dégâts. Leur chasse est autorisée toute l'année mais cela ne semble pas suffisant. José Doméné-Guérin plaide donc pour une prévention des dégâts avec l'utilisation de moyens modernes comme les drones ou l'Intelligence artificielle.

L'administration et les maires

S'il dénonce l'attitude de certains décideurs, « *le bon sens a parfois quitté les hautes sphères de l'État* », le président Doméné-Guérin se félicite des bonnes relations avec les maires : « *On est proches d'eux. Il n'y a pas chez les maires de forte opposition à la chasse, excepté quelques endroits. Le problème des sangliers a rapproché maires et chasseurs. Il y a eu une prise de conscience.* »

Lire aussi



[À Isneuville, près de Rouen, le projet de pont sur la RN 28 passe par des restrictions de circulation](#)

« Le parti ne veut pas de moi » : à Dieppe, le RN Alexis Perrier passe chez LR... et règle ses comptes

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

6–7 minutes

Suppléant du député RN Patrice Martin, Alexis Perrier a milité près de la moitié de sa vie de trentenaire pour le parti d'extrême-droite, mais explique avoir été mis sur la touche. Il dénonce un éloignement du terrain, des parachutages, et annonce son passage chez LR.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 7 Avril 2026 à 13h39 Temps de lecture: 2 min

Dieppois de naissance, militant au FN avant même sa majorité, cheville ouvrière de toutes les campagnes électorales côté extrême-droite depuis une dizaine d'années, [le suppléant de l'actuel député RN Patrice Martin](#), Alexis Perrier, vient d'annoncer dans un communiqué qu'il quittait le parti lepéniste pour passer chez Les Républicains.

Dans son propos, il évoque « *des désaccords persistants avec la fédération départementale* », et « *l'impossibilité de poursuivre une collaboration efficace* » avec le député : « *Je ne suis ni associé à la représentation ni aux activités du député, malgré mon implication de longue date sur le territoire.* » En parallèle, il dit constater que « *la volonté d'implantation locale n'était plus une priorité. À l'inverse, les logiques*

d'appareil ont pris le dessus ».

« Il a pris le melon ! »

Contacté par nos soins, Alexis Perrier s'explique plus avant : *« Je ne renie pas mes idées mais la gestion interne de la fédération est catastrophique. [Élu aux côtés de Patrice Martin aux dernières législatives](#), j'ai travaillé avec lui comme assistant parlementaire – le seul Dieppois – mais au bout de deux mois il a été décidé, soi-disant en assemblée de groupe avec Marine Le Pen, que je ne faisais plus partie de l'équipe. Du jour au lendemain, je n'ai plus eu le droit de représenter le député, qui apparemment préférerait y aller tout seul comme un grand... qui a pris le melon ! »*

Après des mois de réflexion, le jeune militant, qui s'est retiré *« des réseaux sociaux et du terrain »*, en a *« ras-le-bol : je n'étais informé de rien »*. Il décide alors de déménager au Tréport pour travailler à la campagne des municipales, et [le fait savoir au cours d'une conférence de presse](#) : *« Je devais monter une liste mais [ils ont parachuté un Parisien à ma place](#). Le parti ne veut pas de moi. »* D'où son coup de fil aux instances départementales du parti Les Républicains : *« On m'a tout de suite dit que j'allais être accueilli. »* Sur la supposée procédure d'exclusion du RN, qui serait en cours dans les instances départementales, Alexis Perrier estime : *« Il n'y a pas de mesure en cours, mais ça ne change rien puisqu'ils me mettent de côté. »* Désormais Tréportais, il compte donc [se rapprocher « du nouveau maire de la ville d'Eu »](#) notamment.

« Il n'a pas les compétences »

De son côté, le député RN Patrice Martin réagit : *« Je n'avais pas de lien de travail avec lui : il est mon suppléant, donc tant que je ne suis pas mort, il n'a aucune fonction. Et je n'ai pas envie de mourir tout de suite... On ne travaillait pas ensemble, à cause de nos emplois du temps : on s'est éloignés pour raisons professionnelles. »* Au sujet des divergences supposées, le parlementaire admet : *« Il fait l'objet d'une mesure d'exclusion du parti »* qui devrait être effective *« avant l'été. Il anticipe »*.

Si c'est « *la fédération* » qui a la procédure en mains, Patrice Martin évoque « *des prises de position pas adéquates avec le parti* » : « *Des querelles intestines dont je ne m'occupe pas.* » Il poursuit : « *On a besoin de gens jeunes et compétents : il était sérieux mais n'avait pas forcément les compétences dont le parti a besoin.* » Promis, Patrice Martin parle « *sans méprise (sic), c'est quelqu'un que j'estime, que je respecte. Mais il aimait un peu trop les journalistes, il a parlé un peu trop sans l'aval du parti* ». Pour autant, « *il reste mon suppléant et cela n'aura aucune incidence sur mon mandat. Bon vent à lui* ».

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Fermeture de L'Abribus à Criel-sur-Mer : la sécurité de la salle de spectacle en cause](#)



Jean Caillet est décédé, à 103 ans : Dieppe perd un héros très discret

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-7 minutes

Héros de guerre, résistant, membre de la France libre, mais aussi ancien commerçant et citoyen dieppois, Jean Caillet, titulaire de la Légion d'honneur, est décédé lundi 6 avril.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 7 Avril 2026 à 17h56 Temps de lecture: 2 min

Dieppe vient de perdre l'un de ses héros. [Un citoyen d'exception au parcours époustouflant](#), qui avait trouvé à Dieppe, dès 1967, un endroit pour installer sa famille, tenir un commerce et s'engager dans les associations de mémoire. Jean Caillet, 103 ans et fidèle des commémorations patriotiques comme [porte-parole de la Fédération de la France libre](#) et porte-drapeau avec son fils Alain, vient de décéder, lundi 6 avril dans la matinée, au Château-Michel (résidence du Château) où il vivait depuis quelques mois, affaibli. «*Il s'est assoupi paisiblement et n'a pas souffert. Son visage était apaisé et lumineux*», assure son fils Alain.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pour ses 100 ans, il avait reçu *Paris Normandie* dans son appartement de la place Camille Saint-Saëns, juste en face du mémorial du 19-Août-1942 dont il avait contribué à fonder l'association gestionnaire. Avant de tenir le

magasin de meuble au rez-de-chaussée et de s'illustrer dans diverses associations mémorielles et patriotiques, Jean Caillet avait brillé par ses faits d'armes pendant la Seconde Guerre mondiale.

Un périple édifiant

Lorsque le conflit éclate, il a 19 ans et habite dans le pays de Bray, avec sa famille. Estimant que « *la situation n'était pas favorable pour un jeune d'une vingtaine d'années en zone occupée* », avec le Service du travail obligatoire (STO), il part. En 1943, il est à Grenoble. « *Là, j'ai travaillé dans une agence de voyages. Ça sentait le roussi : j'ai quitté la France clandestinement pour l'Espagne.* » Il est fait prisonnier. « *Pendant six mois, on n'avait rien à manger, c'était extrêmement difficile. Puis j'ai été libéré et je suis passé au Portugal et en Afrique du nord.* »

À Casablanca, il s'engage « *dans l'armée de l'air* ». Affaibli par son passage dans les geôles franquistes, il ne peut pas devenir pilote ; il embrasse alors « *une carrière de mécanicien, spécialité engins de bord et mécanique de précision* ». Il suit son unité en Grande-Bretagne, où il œuvrera sur des bombardiers depuis la base d'Elvington « *jusqu'à la fin de la guerre* ». Il gardera de cette période le goût de la langue anglaise... et deux amis « *pour toute la vie d'après* » : René et Roger, « *qui était en prison avec moi en Espagne* ». À son retour en France, toute sa famille a été déportée... Il trouve refuge chez un oncle, à Rouen. Il rencontre Huguette, qu'il épouse en 1955.

« Le héros de ma conscience »

Le déclic de sa vie – il le racontait parfaitement – a été l'Appel du Général de Gaulle le 18 juin 1940. « *De Gaulle, c'est le héros de ma conscience.* » Jusqu'à il y a peu, c'est lui qui lisait le texte officiel devant le monument aux morts, chaque 18 juin.

Décoré de la Croix du combattant et de la Légion d'honneur en 2015, [Jean Caillet a donné son nom à l'allée qui passe sous les tourelles, en face de chez lui.](#) Dernier témoin dieppois de cette période de l'histoire, ce père de trois enfants et grand-père de quatre petits-enfants restera dans

la mémoire et le cœur des Dieppois et des épris de liberté, qui conjuguent courage et responsabilité. Bien peu porté à l'autosatisfaction, il admettait seulement : « *Mon parcours, je n'ai pas à en rougir.* » Jean Caillet sera inhumé au cimetière de Janval, dans le carré israélite.

Lire aussi



[Football – National 2. « Des grands savants en tribune », le coach tacle les supporters du FC Dieppe](#)



[Football – National 2 : au FC Dieppe, Djilali Bekkar laisse planer le doute sur son avenir](#)





[Le cresson de Veules-les-Roses sera de nouveau présent à la vente à partir de mi-septembre 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Fermeture de L'Abribus à Criel-sur-Mer : la sécurité de la salle de spectacle en cause](#)





[Parc éolien Dieppe-Le Tréport : un chantier qui avance, mais des indemnisations sous tension](#)



Video

[La commune de Veules-les-Roses s'apprête à fêter son bicentenaire via le « retour d'Anaïs »](#)





[Au cœur d'un service hospitalier de pédiatrie avec deux artistes de BD, à la Grande Ourse de Dieppe](#)



[Jean Caillet est décédé, à 103 ans : Dieppe perd un héros très discret](#)



[« Pourtant, c'est une grosse école » Au Tréport, parents et élus mobilisés pour sauver une classe](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le résistant Jean Caillet est mort à l'âge de 102 ans à Dieppe

Augustin Bouquet des Chaux

3-4 minutes

Âgé de 102 ans, le résistant Jean Caillet est mort. Les hommages se multiplient pour celui qui vivait à Dieppe (Seine-Maritime) depuis 59 ans.

Sur le même thème

[Allemagne](#)

[Nicolas Langlois](#)

[Seconde Guerre mondiale](#)



Jean Caillet (à droite aux côtés de sa femme, Huguette) est décédé le mardi 7 avril 2026 à Dieppe (Seine-Maritime). ©Archives/V.W

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 7 avr. 2026 à 17h05

« [Dieppe](#) vient de perdre un grand monsieur en la personne de [Jean](#)

[Caillet](#) » souligne [Nicolas Langlois](#), le maire de la cité aux quatre ports sur ses réseaux sociaux ce mardi 7 avril 2026.

Résistant, **Jean Caillet** décide de s'engager pour combattre les nazis lors de la [Seconde Guerre mondiale](#) après l'appel du **général de Gaulle**, le **18 juin 1940**. Il rejoint alors ce que l'on nommera plus tard les Forces françaises combattantes.

Dans l'armée de l'air

Jean Caillet, juif, craint aussi pour sa vie. Il va alors passer la frontière espagnole clandestinement, mais sera interné avant de pouvoir rejoindre l'**Afrique du Nord**. « J'étais dans l'armée de l'air. En tant que mécanicien équipement. Je me suis formé sur le tas » racontait-il dans *Les Informations Dieppoises* à l'occasion de ses 100 ans en décembre 2023.

En 1943, le jeune homme part pour l'**Angleterre** où il passera le reste de la guerre. La France, le résistant ne la retrouvera que six mois après le Débarquement.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Jean Caillet atterrit à Bordeaux, puis rentre à Rouen. Mais il ne retrouvera pas ses parents ni sa sœur, installés à **Mortemer**, près de **Neufchâtel-en-Bray**. Ils ont été déportés.

Trois enfants et quatre petits-enfants

« À nous deux, avec mon épouse, nous avons perdu 15 membres directs de notre famille », précisait Jean Caillet. Sa femme, **Huguette Clémentine Levy**, a vu disparaître son père, ses tantes et beaux-frères.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Ils se rencontrent à Rouen lors d'un bal et le mariage a lieu le **9 septembre 1955**. Trois enfants naîtront de cette union : **Francine**,

Marianne et Alain. Le couple a aussi quatre petits-enfants.

Ils ont vécu durant 59 ans dans l'immeuble qu'ils ont acheté à Dieppe il y a 59 ans juste en face du Mémorial géré par l'association **Jubilee** dont Jean Caillet fut cofondateur et vice-président. Une plaque au nom du résistant a d'ailleurs été installée près du domicile du couple sur l'allée des Tourelles, menant à la mer.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)